

**S.R.L. MORE & Associés\*****Guy Moré\***, **Marianne Thewissen**, **Annick Bloquiaux**, - *Licenciés en droit* - **Jacques Andrienne**

Huissiers de Justice à 5004 BOUGE, Chaussée de Louvain, 410

**Ivan Remy**

Huissier de Justice à 5300 ANDENNE, Rue de la Papeterie, 11

**Anne-Françoise Vanden Berghe**- *Licenciée en droit*

Huissier de Justice à 5310 EGHEZEE, Chaussée de Namur, 379

**Dominique Saussus**

Huissier de Justice à 5580 ROCHEFORT, Rue du Pachy, 6



Valérie Oger\*, François Prinsen\*, Laurent Vandendaele\* \*\*, François Dessaint, Philippe Leynen

Candidats Huissiers de Justice-Licenciés en Droit

\*\* médiateur civil et commercial agréé

**Adresse administrative et de correspondance :**

Chaussée de Louvain, 410-5004 BOUGE

Bureaux ouverts du lundi au vendredi de 08h00 à 17h00 ou sur rendez-vous

Banques : BE63-3601-0679-7208 BBRUBEBB

Tél : 081/420.200 – Fax : 081/420.201 – E-mail : Etude@huissiermore.be

BCE : 0666.875.097

REFERENCE : A67083 / LV

**SIGNIFICATION D'ORDONNANCE****& CITATION A COMPARAITRE****REGLEMENT CE N° 1393/2007**

Référence : M2320-21 / RPE

L'an deux mil vingt et un, le

*vingt juillet*

A la requête de :

L'association sans but lucratif **KAIROS** (ci-après « Kairos »), BCE n°0537.473.436, dont le siège est établi à 1170 WATERMAEL-BOITSFORT, Rue Théophile Vander Elst, 89,Ayant pour conseil Maître **Jacques ENGLEBERT**, Avocat, dont le cabinet est établi à 5000 NAMUR, Rempart de la Vierge, 2 / 7 (0476/972.864 – [je@englebert.legal](mailto:je@englebert.legal)) ;

Je soussigné, Rodriguez RUBBENS, Huissier de Justice suppléant remplaçant Ortwin VERSCHUERE, Huissier de Justice, de résidence à 1540 HERNE, Centrum, 12.

En vertu d'une ordonnance abrégative du délai de citer (R.G. 2021/QR/34) rendue par la Cour d'Appel de BRUXELLES en date du **DOUZE JUILLET 2021**, dont la copie certifiée conforme de son expédition, en due forme exécutoire, est signifiée en tête des présentes,

Ai donné citation à :

1/ **GOOGLE IRELAND LIMITED**, immatriculée en Irlande sous le numéro 368047, dont les bureaux sont établis à IE-DUBLIN \ IRLANDE, Gordon House, Barrow Street, 4,**FAISANT MON EXPLOIT COMME DIT CI APRES ;**

REYNAERT - VERSCHUERE - TANGHE  
 Gerechtsdeurwaarders - Huissiers de Justice  
 Rue Victor Allardstraat 143 - UCCLE 1180 UKKEL  
 Tel: 02/344.66.30 - Fax: 02/343.54.86  
 info@lindareynaert.be  
 BE04-6451-6201-8731

2/ La société anonyme **GOOGLE BELGIUM**, BCE n°0878.065.378, dont le siège social est établi à 1040 BRUXELLES, Chaussée D'Etterbeek, 180,

où étant et y parlant à :

*une personne qui ne donne pas son intérêt*  
 (ainsi déclaré, qui ne vise pas mon original pour réception de la copie; *flie. p*)

Attendu que l'exploit n'a pu être signifié comme il est dit aux art. 33 à 35 du Code Judiciaire, j'en ai laissé une copie à l'adresse prémentionnée du destinataire, conformément à l'art.38 § 1 du même code, à *B.38*...h, lui signalant que je lui adresserai une lettre par pli ordinaire pour l'informer de la possibilité de retirer une copie conforme de cet exploit en mon Etude. En outre, si ce destinataire a demandé le transfert de son domicile, la même lettre lui sera adressée à l'adresse à laquelle il a déclaré vouloir établir son nouveau domicile. R.A.

A comparaître le **JEUDI CINQ AOUT 2021 à NEUF HEURES** du matin, par devant la **CHAMBRE DES VACATIONS - SALLE A - DU TRIBUNAL DE L'ENTREPRISE FRANCOPHONE DE BRUXELLES**, siégeant au local ordinaire de ses audiences, Boulevard de Waterloo, 70, à 1000 BRUXELLES,

## Exposé de la cause et des moyens et arguments :

### I. Éléments factuels

1. Kairos exerce une activité journalistique depuis sa création en août 2013.

Ses statuts prévoient notamment que :

*Art. 3. L'association a pour objectifs de défendre les principes et valeurs d'une société décente et de lutter contre toutes les formes d'aliénation moderne. Elle le fera par tous les moyens qu'elle jugera pertinents et efficaces, notamment par l'édition d'un journal.*

*Art. 4*

*§1. L'association peut accomplir tout actes se rapportant directement ou indirectement à ses objectifs, notamment :*

- 1° réaliser et dispenser des formations, conférences et autres événements publics ou privés ;*
- 2° éditer des publications.*

Elle édite le magazine bimensuel d'information « Kairos », sous-titré « Journal antiproductiviste – pour une société décente ».

Elle exploite le site web [www.kairospresse.be](http://www.kairospresse.be) qui publie de façon très régulière des articles d'information sur des sujets d'actualités.

Elle exploite également une chaîne YouTube sous la dénomination « Kairos » ([www.youtube.com/results?search\\_query=kairos+presse](http://www.youtube.com/results?search_query=kairos+presse)), qui compte 39.500 abonnés, par le biais de laquelle elle a déjà diffusé plus de 107 vidéos d'information.

Elle exploite encore une page Facebook (<https://www.facebook.com/kairospresse>).

Un journaliste professionnel (Alexandre Penasse), titulaire d'une carte de presse, travaille à temps plein pour l'association, ainsi que deux personnels administratifs (à mi-temps et tiers-temps). L'association Kairos bénéficie par ailleurs du soutien et du travail d'une série de collaborateurs bénévoles.

2. Kairos est un média d'information indépendant qui ne recherche pas le profit. Kairos présente ses activités journalistiques sur son site internet :

*Kairos, projet coopératif et bénévole, repose sur une équipe engagée, se nourrit d'apports divers et variés, se veut avant tout un journal d'opinion, résistant, d'ouverture et collectif. Il n'est lié à aucun parti, ni aucun syndicat. Journal promouvant les valeurs de l'objection de croissance, il défend la liberté et l'esprit critique, et par là le sens des limites et le respect de la Nature vivante.*

*Kairos veut rompre avec les idéologies dominantes de la société : consumérisme, croissance, développement, progrès, marchandisation du monde et du vivant, travaillisme et employabilité, compétitivité, concurrence et « libre-échange »... qui nous semblent être autant de mécaniques d'exploitation par l'homme de l'Homme et de la Nature, et de négations de ce qui fait le beau, le bon et le vrai dans la vie. Notre journal s'écrit avec la conscience que la vie est forte mais l'existence fragile, que tout est éphémère.*

*Kairos dénonce l'esprit de la machine : le productivisme, logique du toujours plus, d'accumulation infinie et indéfinie pour satisfaire à la croissance du PIB, sans questionnement sur le sens et la nécessité de la production, sans respect par conséquent de la Nature et de l'humain.*

*Kairos cherche à comprendre, et recherche donc les forces et les logiques passées, présentes, et celles qu'on nous prépare, qui font le monde tel qu'il est et devient.*

*Kairos sait que l'individu ne peut pas tout, mais qu'ensemble tout est possible, le meilleur comme le pire. Notre questionnement ne concerne donc pas que les structures lointaines du pouvoir, mais aussi la possibilité d'agir de chacun, seul et associés, ici et maintenant.*

*Kairos propose d'autres possibles, qui souvent existent déjà ou ont existé. Sortir du seul pessimisme dénonciateur et retrouver les voies de sociétés décentes, des sociétés qui n'humilient pas, et de bonheurs simples. Des sociétés décentes dans lesquelles la justice est ardemment recherchée par le plus grand nombre, y compris par les dirigeants et les institutions. Des sociétés dans lesquelles les plus forts n'exploitent pas les plus faibles, où les personnes ne sont pas réduites à leurs fonctions de production et de consommation ; des sociétés qui dépassent les catégories binaires (travailleur/chômeur, jeune/vieux, étranger/autochtone, ...) et leurs stéréotypes associés. Des sociétés au cœur desquelles la fraternité des Hommes est donc reconnue et cultivée comme condition de leur autonomie individuelle et collective et comme base de la solidarité. Des sociétés qui savent s'autolimiter, qui refusent le « sens-unique de l'histoire » et chérissent les connaissances précieuses du passé, indispensables pour l'avenir.*

*Kairos s'inscrit dans son temps, qui est un « moment opportun », celui de la conjonction des crises, et de l'espoir d'un bouleversement des consciences.*

*Kairos n'existe que grâce à ses lecteurs. Qui, comme nous, pensent qu'il est tard déjà, et que maintenant est le moment d'agir.*

3. Kairos a organisé le 10 juin 2021 un « Grand débat », dont le thème était « Le Covid et sa gestion », diffusé en direct sur Facebook.

Ce débat réunissait les intervenants suivants :

- Julie Michotte, infirmière, historienne, porte-parole de « Bon sens Belgique »,
- Kaarle Parikka, microbiologiste, virologue environnemental,
- Vincenzo Castronovo, professeur honoraire et micro-nutritionniste,
- Frédéric Guoaréguer, pédopsychiatre, porte-parole de « Réinforcovid Belgique »,
- Alexandra Henrion Caude, généticienne, ancienne directrice de recherches à l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale),
- Martin Zizi, biophysicien moléculaire et épidémiologiste qui a notamment travaillé à la Défense,
- Louis Fouché, docteur en médecine et spécialiste en anesthésie-réanimation.

Kairos avait également invité les personnes suivantes, qui ont refusé de participer au débat :

- le premier ministre Alexander De Croo ;
- les experts du gouvernement (Yves Laethem, Erika Vlieghe, Yves Coppieters, Marc Van Ranst, Emmanuel André, Marius Gilbert).

Yves Coppieters a toutefois répondu comme suit à l'invitation :

« Merci pour votre mail et cette invitation. Je préfère ne pas participer à ce stade pour rester totalement indépendant et ne pas être catégorisé par mes collègues ou autres. Et je suis désolé qu'on soit dans cette situation actuellement. Mais votre débat va être intéressant. »

Les thèmes suivants ont été abordés au cours de ce débat :

- le recours aux tests PCR et les interprétations qui ont été données des résultats de ces tests ;
- la questions « des chiffres » et de leurs interprétations :
  - chiffres de mortalité,
  - chiffre des admissions de malades en hôpitaux et de « l'engorgement » de ceux-ci ;
- la prévention et les traitements alternatifs ;
- la question « bénéfiques / coûts » de mesures prises en vue de lutter contre la pandémie ;
- les vaccins et les immunités ;
- les conflits d'intérêts et la corruption ;
- la question du marché des données médicales.

En résumé, il ressort des échanges sur ces différentes thèmes que les tests PCR auraient donné des résultats contestables, que les politiques et les médias n'auraient pas valorisé les traitements alternatifs qui auraient fait leur preuve, que le rôle de l'immunité n'aurait eu aucune place dans la prévention, que la mortalité due au Covid aurait été surévaluée, que le calcul des bénéfiques/coûts des mesures politiques n'aurait pas été fait ni même pensé ; que des mesures liberticides auraient été mises en place (notamment le passeport vaccinal et les lois « pandémie ») et que la peur de la population aurait été instrumentalisée comme levier d'actions, notamment pour vendre des tests PCR, des équipements de protections et des vaccins.

De tels échanges d'informations et d'opinions doivent avoir une place dans une société démocratique. Et les sociétés démocratiques doivent accepter, particulièrement à propos d'un sujet essentiel de grand intérêt général et d'actualité, la diffusion :

- de points de vues « dissidents » par rapport à une communication officielle,
- d'analyses « alternatives » des faits et des chiffres communiqués,
- de données non dénuées de toute base factuelle, contredisant les données « officielles ».

4. La vidéo de ce débat a ensuite été mise en ligne, sur la « chaine YouTube » de Kairos le 18 juin 2021.

Quelques heures après sa mise en ligne, l'accès à cette vidéo n'était plus possible, YouTube ayant décidé que cette vidéo ne respectait pas son règlement concernant les informations médicales incorrectes, faisant ainsi référence à son « Règlement concernant les informations médicales incorrectes sur la COVID-19 ».

Ce règlement précise que YouTube « n'autorise pas les contenus qui propagent des informations médicales incorrectes contredisant celles des autorités sanitaires locales ou de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) concernant la COVID-19. Cela ne s'applique qu'aux contenus allant à l'encontre des conseils de l'OMS ou des autorités sanitaires locales sur les sujets suivants :

- Traitement
- Prévention
- Diagnostic
- Transmission

- Consignes de distanciation sociale et d'auto-isolement
- Existence de la COVID-19 »<sup>1</sup>.

5. C'est la troisième fois, depuis mars 2021, que YouTube censure une vidéo diffusées par Kairos sur base de ce « Règlement concernant les informations médicales incorrectes sur la COVID-19 » :

- Le 23 mars 2021, YouTube avait censuré, avant même qu'elle ne soit mise à la disposition du public, une vidéo contenant l'interview du Dr Yves Gaillez, médecin de famille<sup>2</sup> ;
- Le 17 avril 2021, YouTube avait censuré une vidéo contenant l'interview du Dr Christophe De Brouwer, docteur en sciences de la santé publique, professeur honoraire de l'Université libre de Bruxelles et ex-Doyen de l'École de Santé Publique, intitulée : « Les morts du Covid : un mensonge d'État ? »<sup>3</sup>.

6. La requérante a « fait appel » de ces décisions, dans le cadre d'une procédure de recours interne à YouTube, sans succès.

La requérante a mis en demeure Google, via un courrier de son conseil du 2 juillet 2021, de revenir sur sa décision et de remettre en ligne pour le 5 juillet 2021 au plus tard les vidéos supprimées. Google n'a réservé aucune suite à cette mise en demeure.

## II. Éléments juridiques

7. En vertu des « Conditions d'utilisation » de YouTube ([www.youtube.com/t/terms](http://www.youtube.com/t/terms)), les relations entre Kairos et YouTube en ce qui concerne les conditions d'utilisation du « Service » fournit par YouTube – notamment en ce qui concerne les « utilisateurs qui soumettent du contenu au Service » – sont régies par le droit belge et les tribunaux belges sont compétents en cas de litige<sup>4</sup>.

En vertu de l'article intitulé « Entité vous fournissant le Service », il est énoncé que « L'entité fournissant le Service dans l'Espace Économique Européen (EEE), et en Suisse est Google Ireland Limited, une société de droit irlandais immatriculée en Irlande (sous le numéro 368047), dont l'adresse est Gordon House, Barrow Street, Dublin 4, Irlande (désignée par "YouTube", "nous", ou "nos"). Les références aux "Sociétés affiliées" de YouTube dans les présentes conditions désignent les autres entreprises du groupe de sociétés Alphabet Inc.

### *A. Ingérence illicite de YouTube dans la liberté d'information de KAIROS et dans le droit du public à recevoir ces informations*

8. Kairos, qui diffuse des informations sur des sujets d'intérêt général contribuant ainsi à un élément essentiel du débat public, bénéficie du statut de « chien de garde de la démocratie », tel qu'il a été développé par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.

L'article 10.1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, énonce que :

1 <https://support.google.com/youtube/answer/9891785>.

2 Yves Gaillez évoque dans cette vidéo la situation de médecins dissidents convoqués par l'Ordre des Médecins, menacés, stigmatisés, empêchés dans leur liberté de prescrire. Il nous rappelle que la médecine est avant tout un rapport humain et pas technocratique où le patient n'est que le porteur d'une maladie qu'on étudie et soigne.

3 Christophe De Brouwer scrute depuis un an les chiffres de la pandémie. L'interview diffusée dans cette vidéo était une exclusivité. Ch. De Brouwer est malheureusement le seul à faire ce travail. Selon lui, la mortalité en 2020 n'a pas été plus importante comparée à la plupart des années des deux décennies antérieures, excepté pour les plus de 85 ans. Cette interview est d'une grande importance dans le cadre du débat public et politique où manque cruellement ce type d'analyses.

4 Le dernier article de ces « Conditions d'utilisation », intitulé « Loi applicable » se lit comme suit : « Si vous résidez dans l'Espace économique européen (EEE), ou en Suisse, ce Contrat ainsi que votre relation avec YouTube en vertu de ce Contrat seront régis par les lois en vigueur dans votre pays de résidence, et des procédures juridiques pourront être intentées dans vos tribunaux locaux ».

*Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière. [...].*

9. Le principe de la liberté d'expression est donc la règle. Il constitue un droit fondamental « assorti d'exceptions », notamment que toute ingérence dans la liberté d'expression répond à un besoin social impérieux dans une société démocratique, qui appellent une interprétation étroite et le besoin de la restreindre doit se trouver établi de manière convaincante<sup>5</sup>.

Dans son arrêt *Sunday Times c. Royaume-Uni (n° 1)*, du 26 avril 1979, la Cour européenne a clairement précisé la portée de l'exigence de nécessité de l'ingérence (§ 65) :

« Pour apprécier si l'ingérence incriminée se fondait sur des motifs 'suffisants' qui la rendaient 'nécessaire dans une société démocratique', il faut donc tenir compte de tout aspect de l'affaire relevant de l'intérêt public. [...] [la Cour] ne se trouve pas devant un choix entre deux principes antinomiques, mais devant un principe – la liberté d'expression – assorti d'exceptions qui appellent une interprétation étroite [...]. Il ne suffit pas que l'ingérence dont il s'agit se classe parmi celle des exceptions énumérées à l'article 10 par. 2 que l'on a invoquée ; il ne suffit pas davantage qu'elle ait été imposée parce que son objet se rangeait dans telle catégorie ou tombait sous le coup d'une règle juridique formulée en termes généraux ou absolus : la Cour doit s'assurer qu'il était nécessaire d'y recourir eu égard aux faits et circonstances de la cause précise pendante devant elle »<sup>6</sup>.

Par un arrêt du 27 avril 2007<sup>7</sup>, la Cour de cassation a précisé que :

« la restriction de l'exercice de la liberté d'expression est nécessaire dans une société démocratique, lorsqu'elle répond à une nécessité sociale impérieuse, à la condition que la proportionnalité soit respectée entre le moyen utilisé et l'objectif poursuivi, et que la restriction soit justifiée par des motifs pertinents et suffisants ».

10. Lorsque la presse traite d'un sujet d'intérêt général, comme c'était le cas de l'asbl KAIROS en organisant et en diffusant un grand débat sur « le Covid et sa gestion », jetant en regard critique sur la façon dont les autorités belges ont géré la crise, mais aussi sur la façon dont les médias mainstream ont rendu compte de cette gestion, son expression bénéficie de la protection accrue reconnue aux « chiens de garde de la démocratie ».

Dans son arrêt *Bladet Tromsø et Stensaas c. Norvège* [GC], du 20 mai 1999, la Cour européenne a estimé que « la marge d'appréciation des autorités nationales se trouve circonscrite par l'intérêt d'une société démocratique à permettre à la presse de jouer son rôle indispensable de "chien de garde" en fournissant des informations sur des questions sérieuses d'intérêt général » (§ 59).

Dans son arrêt *Magyar Helsinki Bizottság c. Hongrie* [GC], du 8 novembre 2016, la Cour précise que « si l'article 10 garantit la liberté d'expression à "toute personne", la Cour a pour pratique de reconnaître le rôle essentiel joué par la presse dans une société démocratique et la position particulière des journalistes dans ce contexte. Ainsi, elle a dit que les garanties dont la presse doit jouir revêtent une importance particulière et elle a reconnu à plusieurs reprises le rôle crucial joué par les médias s'agissant de faciliter l'exercice par le public du droit de recevoir et de communiquer des informations et des idées et de contribuer à la réalisation de ce droit » (§ 165).

Dans le même arrêt, elle a confirmé son arrêt *Társaság a Szabadságjogokért c. Hongrie*, du 14 avril 2009, en rappelant que « La Cour a aussi reconnu que la fonction consistant à créer des plateformes pour le débat public n'est pas l'apanage de la presse mais peut aussi être le fait d'autres acteurs, notamment des organisations non gouvernementales, dont les activités sont un élément essentiel d'un débat public éclairé. Elle a admis que lorsqu'une ONG appelle l'attention de l'opinion sur des sujets d'intérêt public, elle exerce un rôle de "chien de garde public" semblable par son importance à celui de la presse qui justifie qu'elle bénéficie en vertu de la Convention d'une protection similaire à celle

5 E. Montero et H. Jacquemin, *Responsabilités traité théorique et pratique*, Titre II/Livre 26, Kluwer, 2003, p. 12.

6 La concluante souligne.

7 Cass., 27 avril 2007, C.06.0123.N.

accordée à la presse. Elle a reconnu l'apport important de la société civile au débat sur les affaires publiques. La manière dont les "chiens de garde publics" mènent leurs activités peut avoir une incidence importante sur le bon fonctionnement d'une société démocratique. Il est dans l'intérêt d'une société démocratique de permettre à la presse d'exercer son rôle crucial de "chien de garde public" en communiquant des informations sur des sujets d'intérêt public et de donner aux ONG examinant les activités de l'État la possibilité de faire de même » (§§ 166 et 167).

La Cour précise en outre que « compte tenu de ce que les sites Internet contribuent grandement à améliorer l'accès du public à l'actualité et, de manière générale, à faciliter la diffusion de l'information, la fonction des blogueurs et des utilisateurs populaires des médias sociaux peut aussi être assimilée à celle de "chien de garde public" en ce qui concerne la protection offerte par l'article 10 » (§ 168).

Dans son arrêt *Tête c. France*, du 26 mars 2020, c'est à l'expression *militante* que la Cour accorde une protection accrue, en relevant que l'affaire « s'inscrit dans un contexte dans lequel l'article 10 de la Convention exige à double titre un niveau élevé de protection du droit à la liberté d'expression dès lors que le requérant s'exprimait sur un sujet d'intérêt général et dans le cadre d'une démarche politique et militante » (§ 63).

**11.** Comme elle le précise sur son propre site web, l'expression de Kairos se veut avant tout une expression « d'opinion, collective, résistante et d'ouverture ». Il s'agit incontestablement d'une expression militante et politique.

Kairos est à la fois un média d'information traitant des sujets d'intérêt général et un collectif militant, remettant en cause « le productivisme », la « logique du toujours plus, d'accumulation infinie et indéfinie pour satisfaire à la croissance du PIB, sans questionnement sur le sens et la nécessité de la production, sans respect par conséquent de la Nature et de l'humain ».

**12.** Sans doute les informations, opinions, débats et commentaires diffusés par Kairos sont susceptibles de « déranger » une partie des milieux politiques et économiques belges, une partie des médias d'information « traditionnels » et une partie de la population.

Il n'en reste pas moins que son expression est protégée par l'article 10 de la Convention européenne, dès lors que, comme le proclame constamment la Cour européenne depuis son arrêt *Handyside c. Royaume-Uni* (Plénière), du 7 décembre 1976, « la liberté d'expression constitue l'un des fondements essentiels [d'une "société démocratique"], l'une des conditions primordiales de son progrès et de l'épanouissement de chacun. [...], elle vaut non seulement pour les "informations" ou "idées" accueillies avec faveur ou considérées comme inoffensives ou indifférentes, mais aussi pour celles qui heurtent, choquent ou inquiètent l'État ou une fraction quelconque de la population. Ainsi le veulent le pluralisme, la tolérance et l'esprit d'ouverture sans lesquels il n'est pas de "société démocratique" » (§ 49).

**13.** Dans ce cas, les restrictions potentiellement admissibles à toute expression, visées à l'article 10.2 de la Convention qui exige notamment que toute ingérence dans la liberté d'expression réponde à un besoin social impérieux dans une société démocratique, ne trouvent à s'appliquer que dans des conditions extrêmement limitées.

Ainsi, lorsque la production journalistique ne met pas en cause un *particulier* mais bien un *homme politique* ou plus généralement, comme en l'espèce, une politique menée par un gouvernement ou des intérêts économiques, la Cour européenne a placé des balises très favorables à la presse dans son expression, en considérant qu'une ingérence dans la liberté d'expression du journaliste n'est nécessaire que lorsque la production journalistique contient des *attaques personnelles gratuites*<sup>8</sup>, c'est-à-dire « lorsque la déclaration offensante a pour seul but d'insulter »<sup>9</sup>, ou que le journaliste a diffusé des *allégations délibérément diffamatoires*<sup>10</sup>.

8 Ainsi, not., le journaliste ne peut pas adopter un « langage gratuitement offensant » (*Yordanova et Toshev c. Bulgarie*, 2 octobre 2012, §52.), il faut que ses « propos ne relèvent pas de l'invective gratuite » (*Reichman c. France*, 12 juillet 2016, §68), ni qu'il « fasse preuve d'une animosité personnelle » à l'encontre de la personne mise en cause (*Brunet-Lecomte et Lyon Mag' c. France*, 6 mai 2010, § 44).

9 Arrêt CEDH, *Uj c. Hongrie*, 19 juillet 2011, § 20.

10 Not. arrêt CEDH, *Meslot c. France*, du 1<sup>er</sup> février 2018.

14. Selon la Cour européenne, l'attaque est gratuite lorsque le journaliste ne peut en donner aucune explication objective ou lorsqu'elle ne présente pas de lien suffisamment étroit avec les faits révélés par la production journalistique<sup>11</sup>.

L'allégation délibérément diffamatoire est une attaque grave dénuée de tout fondement, c'est-à-dire une accusation mettant volontairement en cause l'honneur d'une personne ou la pertinence d'une politique (notamment la politique sanitaire du gouvernement belge), alors que celui qui la propage de telles allégations n'ignore pas qu'elles ne reposent sur aucune base factuelle<sup>12</sup>.

15. Il se déduit de cette jurisprudence que lorsque la presse traite d'un sujet d'intérêt général, concernant des faits qui s'inscrivent dans la sphère du débat public sur des questions d'intérêt général, une ingérence dans la liberté d'expression du média ne répond à un besoin social impérieux que dans l'hypothèse où ont été diffusées des informations ou des idées constitutives d'allégations délibérément diffamatoires, c'est-à-dire d'attaques graves et gratuites, dénuées de toute base factuelle.

Le débat organisé par Kairos et diffusé en ligne sur sa « chaîne YouTube » le 18 juin 2021 ne contient aucune attaque gratuite ni aucune allégation, sciemment diffusée, alors qu'elle serait dénuée de toute base factuelle.

16. L'impérieuse nécessité que doit revêtir toute ingérence dans la liberté d'expression d'une personne ne s'arrête pas aux seuls discours généralement admis ou aux seules opinions autorisées par une quelconque instance ou un discours officiel. Bien au contraire, c'est en de tels domaines – ceux où la certitude ne peut être garantie et qui touchent aux matières sanitaires et environnementales – que la protection doit être renforcée.

C'est la raison pour laquelle la Cour européenne a souligné, notamment dans les arrêts *Mor c. France* et *Mamère c. France*, l'importance qu'elle accorde aux discours dissonants en tant qu'élément d'enrichissement de la connaissance collective. Surtout lorsque les faits concernent directement une question de santé publique et mettent en cause non seulement la responsabilité de laboratoires pharmaceutiques mais également celle des représentants de l'État en charge de questions sanitaires<sup>13</sup>.

Ainsi, dans l'arrêt *Mamère c. France*, la Cour a admis que certaines problématiques sensibles appellent à la multiplication des sources d'informations à disposition des individus, de telle sorte que « le débat se nourrit de nouvelles données susceptibles de permettre une meilleure compréhension de la réalité des choses »<sup>14</sup>.

Le caractère unilatéral de l'information – qu'entend, ici, imposer YouTube – est par conséquent expressément rejetée par les juges strasbourgeois pour lesquels, « dans un domaine où la certitude est improbable, il serait particulièrement excessif de limiter la liberté d'expression à l'exposé des seules idées généralement admises »<sup>15</sup>. Et ce, qu'il s'agisse d'éléments communiqués par les autorités internes ou de la contribution au débat public des "particuliers en dehors du courant dominant" <sup>16</sup>.

17. Enfin, la proportionnalité des sanctions est largement prise en compte par la Cour, notamment lorsque « des mesures prises par les autorités nationales sont de nature à dissuader la presse de diffuser des informations sur des questions présentant un intérêt public légitime »<sup>17</sup>. Cet aspect a été relevé dès l'affaire *Hertel c. Suisse*, notamment lorsque la mesure de contrainte a pour effet de « censurer partiellement les travaux du requérant et de limiter grandement son aptitude à exposer publiquement une thèse qui a sa place dans un débat public dont l'existence ne peut être niée ». Il incombe dès lors à l'État de s'assurer que les sanctions prononcées (qui plus est, ici, par un opérateur privé) à l'occasion d'un éventuel abus du droit à diffuser des informations présentent « un rapport de proportionnalité raisonnable entre les restrictions au droit des requérants à la liberté d'expression et le but légitime

11 Il s'agit d'une jurisprudence constante : voir not. les arrêts CEDH, *Lopes Gomes da Silva c. Portugal*, du 28 septembre 2000, §34, *Kuliš c. Pologne*, du 18 mars 2008, §§51 à 53 et *De Lesquen du Plessis-Casso c. France*, du 12 avril 2012, § 40.

12 Voir not. arrêts CEDH, *Bacanu et Sc « R » SA c. Roumanie*, 3 mars 2009, §§92, 96 et 97, *Petrina c. Roumanie*, 14 octobre 2008 (§ 50).

13 Arrêt CEDH, *Mor c. France*, 15 décembre 2011, § 53.

14 Arrêt CEDH, *Mamère c. France*, 7 novembre 2006, § 24.

15 Arrêt CEDH, *Hertel c. Suisse*, 25 août 1998, § 50.

16 Arrêt CEDH, *Steel et Morris c. Royaume-Uni*, 15 février 2005, § 88.

17 Arrêt CEDH, *Bergens Tidende c. Norvège*, 2 mai 2000, §52.

poursuivi ». De même la nature des requérants implique une certaine obligation de diligence en terme d'égalité des armes et l'État engage sa responsabilité lorsque sont appliquées des sanctions disproportionnées au but poursuivi<sup>18</sup>.

18. Il ressort de tout ce qui précède que la décision de YouTube de supprimer la vidéo de ce grand débat, quelques heures après sa mise en ligne, constitue une ingérence dans la liberté d'information de Kairos qui ne répond pas à la condition de nécessité exigée par l'article 10, §2, de la Convention européenne, tel qu'interprété par la jurisprudence de la Cour européenne

Il en va de même pour les suppressions antérieures des deux autres vidéos, en mars et avril 2021.

19. En vertu de l'« effet horizontal » de la Convention, « (...) non seulement les autorités publiques, mais aussi les personnes privées sont tenues aux obligations qui découlent de l'article 10 »<sup>19</sup>.

L'article 10 de la Convention renferme une 'obligation positive' de protéger le droit à la liberté d'expression contre des atteintes provenant même des personnes privées<sup>20</sup>

Comme le souligne F. Sudre, « le droit à la liberté d'expression est donc applicable aux relations interindividuelles »<sup>21</sup>, en ce compris dans le cadre de relations contractuelles.

Il appartient aux autorités Belge de garantir à chaque personne le droit de bénéficier de la liberté d'expression et d'information reconnue par l'article 10 de la Convention européenne et de mettre fin aux ingérences à cette liberté, notamment lorsqu'elles ne répondent pas à l'exigence de nécessité, même lorsque ces ingérences sont le fait de sociétés commerciales de droit privé.

### ***B. La plateforme YouTube est devenu un espace public d'information indispensable aux médias***

20. Il n'est pas contestable que les réseaux sociaux créés et exploités par quelques multinationales (spécialement Facebook et Google), telle la plateforme de partage de vidéos en ligne YouTube, créée en février 2005 et rachetée par Google en octobre 2006, sont devenus des espaces d'expression publics, au niveau mondial, dont l'accès ne peut plus être géré exclusivement, unilatéralement et arbitrairement par les sociétés qui mettent ces plateformes à la disposition des citoyens, associations et sociétés.

21. Selon une étude réalisée par Cisco en 2017, la vidéo représente près de 70% de l'ensemble du trafic Internet grand public. Depuis 2018 aux États-Unis, le recours aux réseaux sociaux, dont YouTube, supplante la presse écrite pour s'informer. Parmi les médias sociaux privilégiés par les Américains, YouTube arrive en 2<sup>ème</sup> position, derrière Facebook<sup>22</sup>.

YouTube est un site web d'hébergement de vidéos et un média social sur lequel les utilisateurs peuvent envoyer, regarder, commenter, évaluer et partager des vidéos en streaming.

En 2020, selon ses propres chiffres, YouTube compte plus de 2 milliards d'utilisateurs connectés par mois, soit un tiers des internautes au niveau mondial. Le nombre d'heures de vidéos visionnées sur YouTube tous les jours s'élève à un milliard<sup>23</sup>.

18 A l'occasion de l'affaire *Steel et Morris c. Royaume-Uni*, laquelle opposait une petite association de militants écologistes à une groupe international de restauration rapide, la Cour, à l'appui d'un constat préalable de violation de l'article 6, §1 de la Convention, a englobé dans le giron de son contrôle de proportionnalité sur le terrain de l'article 10, la question de l'égalité des armes. La Cour a relevé une rupture de cette condition : compte tenu du fait que l'association n'avait pu bénéficier du droit à un procès équitable en l'absence d'aide judiciaire pour défendre effectivement sa cause (§72), l'inégalité des armes et les difficultés juridictionnelles rencontrées par celles-ci ont servi d'appui à la motivation de la Cour quant à son constat de violation de l'article 10 (§95). Cité par E. Paillissé, « Le droit à l'information, préalable essentiel du droit à l'autodétermination en matière sanitaire et environnementale. Etude de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme », *Rev. Dr. H.*, 10/2016.

19 R. Ergéc, *Convention européenne des droits de l'homme*, 2<sup>ème</sup> éd., Bruxelles, Bruyant, 2014, p. 737, n° 738.

20 Not. arrêt CEDH, *Lombardi Vallauri c. Italie*, 20 octobre 2009.

21 F. Sudre, *Droit européen et international des droits de l'homme*, 14<sup>ème</sup> éd., Paris, PUF, p. 814, n° 541.

22 « Pour s'informer aux États-Unis, la télévision règne mais les réseaux sociaux supplantent le papier », *Le Monde.fr*, 11 décembre 2018.

23 <https://www.youtube.com/intl/fr/about/press/>

22. La plateforme YouTube est devenue un espace public totalement incontournable, un « forum public »<sup>24</sup> auquel les médias doivent nécessairement recourir pour parvenir à toucher leur public et à conquérir des publics nouveaux.

Le caractère d'« espace public » des réseaux sociaux a déjà été reconnu par la jurisprudence<sup>25</sup>.

23. Par ailleurs, s'agissant d'un « réseau », YouTube permet et facilite l'échange de l'information mises en ligne, par le partage des vidéos (via la fonction « partager » ou en copiant/collant le lien vers la vidéo), et l'interaction entre le média et les internautes, grâce à la possibilité de commenter la vidéo et de réagir aux commentaires des autres internautes.

Il en va également ainsi dans le paysage médiatique belge francophone.

La preuve en est que tous les grands médias présents dans le paysage francophone belges (notamment TF1, RTBF, RTL, IPM, BX1, etc.) ont recours au système de « chaîne » sur YouTube, alors même qu'ils disposent de modes propres de diffusion de leurs productions et programmes nettement plus importants que ceux dont dispose Kairos.

Comme l'explique YouTube, le recours au système de la « chaîne » est la seule possibilité de bénéficier d'une présence publique sur YouTube (<https://support.google.com/youtube/answer/1646861>).

24. La « chaîne YouTube » de Kairos<sup>26</sup> est créditée de 39.500 abonnés. Plusieurs vidéos mises en ligne ces derniers mois sur cette chaîne ont été visionnées plus de 100.000 fois, voire beaucoup plus.

Il en va ainsi, notamment, des vidéos suivantes (au 5 juillet 2021) :

- 447.840 vues pour la vidéo « 'Covid-1984', la vision d'un philosophe sur la période actuelle », mise en ligne le 28 décembre 2020 ;
- 380.612 vues pour la vidéo « 'Il faut se soulever'... Un flic français témoigne », mise en ligne le 29 janvier 2021 ;
- 307.958 vues pour la vidéo « Un médecin réanimateur licencié pour ses idées », mise en ligne le 25 novembre 2020 ;
- 233.921 vues pour la vidéo « Interview d'une infirmière. Loin des discours officiels », mise en ligne le 22 décembre 2020 ;
- 153.080 vues pour la vidéo « Censure d'État en pleine conférence de presse », mise en ligne le 29 novembre 2020 ;
- 109.890 vues pour la vidéo « Rencontre avec Louis Fouché. Une note d'espoir », mise en ligne le 7 mai 2021.

Il s'agit du plus important mode de diffusion d'informations en vidéo auquel KAIROS a recours.

A titre de comparaison, la vidéo « 'Covid-1984', la vision d'un philosophe sur la période actuelle », également mise en ligne le 28 décembre 2020 sur le site internet de Kairos [www.kairospresse.be](http://www.kairospresse.be) n'a été visionnée, via ce site que 2.635 fois.

25. Kairos recourt aux services fournis par YouTube parce que c'est la plateforme de vidéos en ligne la plus consultée. Toute vidéo mise en ligne sur YouTube est donc susceptible de toucher un plus large public mais aussi, en conséquence, de faire connaître Kairos à un très grand nombre d'internautes qui, d'initiative, n'iraient pas consulter le site internet [www.kairospresse.be](http://www.kairospresse.be).

24 Selon l'expression de Florence G'ssell, « Supprimer le compte Twitter de Donald Trump devrait relever d'une instance indépendante », *Le Monde*, 16 janvier, p. 32.

25 Not., concernant Facebook, C.A. Besançon, 15 novembre 2011 ([www.doctrine.fr/d/CA/Besancon/2011/REB77ADD8B249C9B6A5B1](http://www.doctrine.fr/d/CA/Besancon/2011/REB77ADD8B249C9B6A5B1)).

26 [www.youtube.com/channel/UCP2Klbz\\_VjwBKOWbmhiMfcw](http://www.youtube.com/channel/UCP2Klbz_VjwBKOWbmhiMfcw).

Après la diffusion de chaque nouvelle vidéo sur sa « chaîne YouTube », Kairos enregistre de nouvelles adhésions à son association et/ou de nouveaux abonnements à sa « chaîne » mais voit aussi une augmentation sensible des dons qui lui sont faits.

YouTube présente également l'avantage de sa simplicité d'usage, avec d'excellents outils de diffusion, parfaitement compatibles et utilisables sur les deux autres sites exploités par Kairos (le site web de l'asbl et la page Facebook).

Le recours à YouTube pour la diffusion de ses vidéos est dès lors indispensable pour Kairos. L'usage de la plateforme YouTube est également essentielle pour permettre au public de recevoir effectivement et efficacement les informations diffusées par Kairos, conformément au droit qui leurs sont reconnu à ce titre par l'article 10.1 de la Convention européenne.

Comme le souligne le géopolitologue russe Fiodor Loukianov, « ces entreprises sont devenues incontournables pour les utilisateurs »<sup>27</sup>.

Le recours au service de « chaîne YouTube » par des sociétés spécialisées dans des domaines spécifiques, non liés l'information journalistique, témoigne de ce que la diffusion de vidéos sur YouTube, à titre de partage d'informations, est absolument nécessaire et est devenu la règle.

Ainsi, mêmes des sociétés dont l'objet principal n'est pas de communiquer des informations par vidéos, ont recours aux services de YouTube et spécialement à la possibilité d'éditer une « chaîne YouTube ». Tel est notamment le cas de l'éditeur juridique Larcier<sup>28</sup>. Ceci démontre le caractère incontournable de YouTube.

**C. *La libre expression sur un réseau mondial comme YouTube ne peut pas être limitée par des conditions générales d'utilisation imposées unilatéralement par la société privée exploitant la plateforme***

26. En supprimant unilatéralement et abusivement certaines vidéos récemment mises en ligne, YouTube porte gravement atteinte à la liberté d'information de Kairos et provoque une ingérence dans sa liberté d'information incompatible avec les droits précités qui lui sont reconnus en vertu de l'article 10 de la Convention européenne.

D'une part, parce qu'un espace public d'expression ne peut pas être soumis à des règles d'ordre privé, édictées unilatéralement par des sociétés privée fournissant les services offerts par les plateformes en ligne. D'autre part à titre subsidiaire, parce que ces conditions d'utilisation sont manifestement abusives.

**C.1 *YouTube ne peut pas valablement se prévaloir de ses conditions générales d'utilisation pour justifier ces graves ingérences dans la liberté d'information de la requérante***

27. Comme la relevé le secrétaire d'État français au numérique, Cédric O, le 9 janvier 2021 (sur Twitter), « la régulation du débat public par les principaux réseaux sociaux au regard de leurs seuls CGU (conditions générales d'utilisation), alors qu'ils sont devenus de véritables espaces publics et rassemblent des milliards de citoyens, cela semble pour le moins un peu court d'un point de vue démocratique ».

En effet, il est actuellement admis, comme le décrit Wikipedia, que « les géants du web détiennent un quasi-monopole sur le flux d'informations et, en tant que tel, sont en mesure de manipuler le discours public. Internet est un ensemble de services de base. La plupart de ces services sont détenus et gérés par des sociétés privées, qui hébergent le contenu et donnent aux utilisateurs la possibilité de le consulter ou d'en créer de nouveaux. Si ces fournisseurs de services de base ne veulent pas de quelque chose sur Internet, ils peuvent le censurer et le faire disparaître d'internet dans le monde entier. Ce

27 *Courrier international*, n° 1577 du 21 au 27 janvier 2011, « Quand les réseaux sociaux font la loi », p. 31

28 [www.youtube.com/user/LarcierBruylant/videos](https://www.youtube.com/user/LarcierBruylant/videos).

contrôle d'Internet est, dans les faits, concentré dans les mains de quelques entreprises massives qui font tout pour que le public n'en soit pas conscient »<sup>29</sup>.

Selon Britt Paris, maître de conférences en science de l'information à l'université de Rutgers, « il faut se poser des questions plus large sur comment les grandes entreprises se retrouvent à contrôler le débat public [...]. Près de quarante ans après la création d'Internet, la question de savoir quand et comment des entreprises privées peuvent utiliser leur puissance pour contrôler le flot d'information et d'idées n'est toujours pas tranchée. Et les événements récent ont démontré à quel point il est important de réfléchir à des mécanismes de réglementation et de supervision des infrastructures Internet et de réclamer plus de transparence sur les décisions des entreprises qui les gèrent – ou de créer de véritables entreprises d'utilité publique. Si la gestion de la place du village mondiale et virtuelle est considérée comme un service public, il faut s'en donner le moyens »<sup>30</sup>.

28. A la suite de la fermeture du compte du président Trump par la plateforme Twitter, de nombreuses voix se sont élevées pour contester le fait que les sociétés privées qui exploitent les plateformes de réseaux sociaux puissent, par ailleurs, décider seules et unilatéralement des contenus qui pourraient ou qui ne pourraient pas être diffusés.

Pour Amid Faljaoui, « derrière cette censure de Trump, il y a toute la question de la régulation de la parole publique par des sociétés privées. Est-ce à une société privée de sélectionner l'information [...] à faire parvenir aux citoyens. [...]. Toute personne qui se sentirait lésée par un tweet, une vidéo ou un message sur les réseaux sociaux a encore le droit de saisir la justice de son pays. Pourquoi donc Twitter ou Facebook remplaceraient-ils les juges ? »<sup>31</sup>.

Selon F. Ernotte, « en ce qui concerne la liberté d'expression, la politique des plateformes peut être arbitraire et nous pensons que la sélection de ce qui est censuré ou censurable peut être considéré comme une ingérence à la liberté d'expression »<sup>32</sup>. Cet auteur se demande encore si « l'espace public est-il abandonné à des entreprises privées ou les entreprises privées se sont-elles accaparé cet espace public ? La régulation de l'expression est-elle privatisée ou délaissée par les États face à l'ampleur de la tâche ? ». Tout en estimant qu'il s'agit de « débats passionnants et importants pour nos démocraties », F. Ernotte ajoute : « A ce jour, nous n'avons pas connaissance de décision judiciaire où un utilisateur du réseau social se serait plaint d'une violation de sa liberté d'expression », mais « un jour ou l'autre le filtre mis en place par les réseaux sociaux risque d'être jugé trop excessif »<sup>33</sup>.

29. C'est précisément ce que Kairos demande au tribunal de l'entreprise dans le cadre de la présente action : constater qu'en censurant l'expression de la requérante, YouTube a adopté un comportement excessif provoquant une ingérence non légitime dans la liberté d'expression de la requérante.

### C.2 *Les conditions d'utilisation de YouTube sont abusives et portent atteinte irrémédiablement au débat démocratique*

30. En toutes hypothèse, le pouvoir que YouTube s'accorde, par ses propres conditions générales d'utilisation qui s'imposent unilatéralement à tous les utilisateurs de sa plateforme, de retirer du contenu, est manifestement abusif et antidémocratique.

Les « Condition d'utilisation » de YouTube contiennent la disposition suivante quant à la gestion du contenu des vidéos mises en lignes par les utilisateurs du service :

#### *Suppression de Contenu par YouTube*

*Si nous avons des motifs raisonnables de croire qu'un élément de votre Contenu constitue un manquement aux termes de ce Contrat ou un risque pour YouTube, nos utilisateurs ou des tiers, nous pouvons supprimer ou retirer tout ou partie dudit Contenu. Nous vous informerons de la raison de cette mesure, sauf si nous avons des motifs raisonnables de croire que ceci pourrait : (a) enfreindre la loi, aller à l'encontre des directives des autorités chargées d'appliquer la loi, ou risquer de toute autre*

29 [https://fr.wikipedia.org/wiki/YouTube#cite\\_ref-165](https://fr.wikipedia.org/wiki/YouTube#cite_ref-165).

30 *Courrier international*, n° 1577 du 21 au 27 janvier 2011, « Quand les réseaux sociaux font la loi », p. 30.

31 A. Faljaoui, « Les Gafa peuvent-ils censurer la parole publique ? », *Trends-Tendances*, 14 janvier 2021, P. 102.

32 F. Ernotte, *Droit des réseaux sociaux*, Larcier, 2021, p. 58, n° 184.

33 *Ibidem*.

*façon d'engager la responsabilité juridique de YouTube ou celle de nos Sociétés affiliées ; (b) compromettre une enquête ou l'intégrité ou le fonctionnement du Service ; ou (c) nuire de quelque façon que ce soit à nos utilisateurs, à des tiers, à YouTube ou à ses Sociétés affiliées. Vous trouverez plus d'informations sur le signalement et l'application, notamment comment faire appel, sur la page de notre Centre d'aide dédiée à la résolution des problèmes.*

Par ailleurs, le règlement de YouTube concernant les informations médicales incorrectes sur la COVID-19 » précise encore que :

*Si l'un de vos contenus enfreint ces règles, nous le supprimerons et vous enverrons un e-mail pour vous informer de cette décision. Si c'est la première fois que vous ne respectez pas le règlement de la communauté, vous recevrez probablement une mise en garde sans aucune sanction pour votre chaîne. Si ce n'est pas la première fois, vous risquez de recevoir un avertissement. Si vous recevez trois avertissements en l'espace de 90 jours, votre chaîne sera clôturée. En savoir plus sur notre système d'avertissement*

*Si vous commettez un abus grave (même une seule fois), ou si votre chaîne a été créée spécialement pour enfreindre une règle, nous pouvons clôturer votre chaîne ou votre compte pour non-respect répété du règlement de la communauté ou des conditions d'utilisation. En savoir plus sur la clôture de chaînes et de comptes*

**31.** En l'espèce, YouTube a supprimé le 23 mars 2021, le 17 avril 2021 et le 18 juin 2021, trois vidéos mises en ligne par Kairos en justifiant sa décision comme suit (message type manifestement généré automatiquement) :

*Notre équipe a examiné votre contenu et a malheureusement conclu qu'il ne respecte pas notre règlement concernant les informations médicales incorrectes. Nous avons supprimé le contenu suivant de YouTube : (...).*

*Nous sommes conscients que cela peut être difficile à accepter, mais nous voulons nous assurer que YouTube reste un lieu sûr pour tous les utilisateurs. Lorsque nous constatons qu'un contenu enfreint nos règles, nous le supprimons. Si vous pensez qu'il s'agit d'une erreur de notre part, vous pouvez faire appel de la suppression de votre vidéo pour que nous procédions à un nouvel examen. Lisez la suite pour plus d'informations à ce sujet.*

***Pourquoi votre contenu enfreint notre règlement***

*YouTube n'autorise pas les contenus qui propagent des informations médicales erronées contredisant celles de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ou des autorités sanitaires locales concernant le COVID-19, y compris au sujet des méthodes de prévention, de traitement et de diagnostic du COVID-19, ainsi que des modes de transmission. En savoir plus*

L'hyperlien inséré sous les mots « En savoir plus » renvoie simplement au « Règlement concernant les informations médicales incorrectes sur la COVID-19 ».

**32.** Ce règlement liste tous les contenus considérés comme « incorrects » :

***Informations incorrectes concernant le traitement :***

- *Contenus qui incitent les personnes à recourir à des remèdes maison, à la prière ou à des rituels au lieu de suivre un traitement médical (consulter un médecin ou se rendre à l'hôpital, par exemple)*
- *Contenus qui affirment qu'il existe un remède à l'efficacité garantie contre la COVID-19*
- *Contenus qui recommandent l'utilisation d'ivermectine ou d'hydroxychloroquine pour le traitement de la COVID-19*
- *Contenus qui affirment que l'ivermectine ou l'hydroxychloroquine sont des traitements efficaces contre la COVID-19*
- *Tout autre contenu qui dissuade les personnes de consulter un professionnel de santé ou de demander un avis médical*

***Informations incorrectes concernant la prévention :* contenus faisant la promotion de méthodes de prévention qui contredisent les autorités sanitaires locales ou l'OMS**

- *Contenus qui affirment l'existence d'une méthode de prévention garantie contre la COVID-19*
  - *Contenus qui affirment qu'un vaccin ou un médicament spécifique constitue une méthode de prévention garantie contre la COVID-19*
- *Contenus qui recommandent l'utilisation d'ivermectine ou d'hydroxychloroquine pour la prévention de la COVID-19*
- *Contenus qui affirment que le port du masque est dangereux ou entraîne des effets néfastes sur la santé physique*
- *Contenus qui affirment que les masques ne permettent pas d'éviter de contracter ou de transmettre la COVID-19*

- *Contenus qui contredisent le consensus des experts d'autorités sanitaires locales ou de l'OMS au sujet du vaccin contre la COVID-19*
  - *Contenus qui affirment qu'un vaccin approuvé contre la COVID-19 causera la mort, l'infertilité ou l'autisme des personnes qui le reçoivent, entraînera des fausses couches ou communiquera d'autres maladies contagieuses*
  - *Contenus qui affirment qu'un vaccin approuvé contre la COVID-19 contiendra des substances qui ne figurent pas dans la liste des ingrédients du vaccin, comme des matières biologiques issues de fœtus (lignées cellulaires ou tissus fœtaux, par exemple) ou des produits animaux*
  - *Contenus qui affirment qu'un vaccin approuvé contre la COVID-19 contiendra des substances ou des dispositifs conçus pour suivre et identifier les personnes qui le reçoivent*
  - *Contenus qui affirment qu'un vaccin approuvé contre la COVID-19 modifiera le patrimoine génétique des personnes qui le reçoivent*
  - *Contenus qui affirment que les vaccins contre la COVID-19 ne réduisent pas le risque d'attraper cette maladie*
  - *Contenus qui affirment que tout vaccin communiquera la COVID-19 aux personnes qui le reçoivent*
  - *Contenus qui affirment que des groupes spécifiques seront obligés (par toute entité autre qu'un gouvernement) de participer à des essais cliniques de vaccins ou d'être vaccinés en premier*
  - *Contenus incitant à utiliser des vaccins contre la COVID-19 non approuvés ou faits maison*
  - *Contenus expliquant comment créer de faux certificats de vaccination ou proposant de tels documents à la vente*

**Informations incorrectes concernant le diagnostic :** contenus faisant la promotion de méthodes de diagnostic qui contredisent les autorités sanitaires locales ou l'OMS

**Informations incorrectes concernant la transmission :** contenus faisant la promotion d'informations sur la transmission du virus qui contredisent les autorités sanitaires locales ou l'OMS

- *Contenus qui affirment que la COVID-19 n'est pas due à une infection virale*
- *Contenus qui affirment que la COVID-19 n'est pas contagieuse*
- *Contenus qui affirment que la COVID-19 ne peut pas se propager sous certains climats ni dans certaines zones géographiques*
- *Contenus qui affirment qu'une personne ou un groupe d'individus sont immunisés contre le virus, ou ne peuvent pas le transmettre à autrui*

**Informations incorrectes concernant la distanciation sociale et l'auto-isolement :** contenus qui remettent en cause l'efficacité des mesures de distanciation physique et d'auto-isolement préconisées par les autorités sanitaires locales ou l'OMS afin de réduire les risques de transmission de la COVID-19

**Contenus qui nient l'existence de la COVID-19 :**

- *Dénégations concernant l'existence de la COVID-19*
- *Contenus qui affirment que personne n'a été malade ou n'est décédé de la COVID-19*
- *Contenus qui affirment que le virus n'existe plus ou que la pandémie est terminée*
- *Contenus qui affirment que les symptômes, les taux de mortalité ou la contagiosité de la COVID-19 sont moins sévères ou aussi sévères que ceux du rhume ou de la grippe saisonnière*
- *Contenus qui affirment que les symptômes de la COVID-19 ne sont jamais sévères*

#### **Exemples**

*Voici quelques exemples de contenus interdits sur YouTube :*

- *Contenus qui nient l'existence de la COVID-19*
- *Contenus qui affirment que personne n'est décédé de la COVID-19*
- *Contenus qui affirment que tout vaccin constitue une méthode de prévention garantie contre la COVID-19*
- *Contenus qui prétendent qu'un traitement ou un médicament spécifique garantit de guérir de la COVID-19*
- *Contenus qui affirment que l'hydroxychloroquine guérit les personnes atteintes de la COVID-19*
- *Contenus faisant la promotion du supplément alimentaire minéral miraculeux (ou MMS) pour le traitement de la COVID-19*
- *Contenus qui affirment que certaines personnes sont immunisées contre la COVID-19 en raison de leur origine ethnique ou de leur nationalité*
- *Contenus qui prônent l'utilisation de remèdes maison en remplacement d'un traitement médical lorsqu'on est malade*
- *Contenus qui visent à dissuader les personnes de consulter un professionnel de santé si elles sont malades*
- *Contenus qui affirment que retenir sa respiration est une méthode de diagnostic pour savoir si on a contracté la COVID-19*

- Vidéos qui prétendent que ne pas consommer d'aliments d'origine asiatique permet de ne pas contracter le coronavirus
- Vidéos qui prétendent qu'utiliser des feux d'artifice permet de dissiper le virus présent dans l'air et d'empêcher sa propagation
- Contenus qui affirment que la COVID-19 est due aux radiations émises par les réseaux 5G
- Vidéos qui prétendent que le test de dépistage de la COVID-19 est à l'origine du virus
- Contenus qui affirment que le virus ne se propagera pas dans les pays chauds
- Vidéos qui prétendent que les mesures de distanciation sociale et d'auto-isolement ne permettent pas de limiter la propagation du virus
- Contenus qui affirment que le port du masque entraîne une baisse dangereuse des niveaux d'oxygène
- Contenus qui affirment que les masques entraînent un cancer du poumon ou des lésions cérébrales
- Contenus qui affirment que le port du masque transmet la COVID-19
- Contenus qui affirment que le vaccin contre la COVID-19 tuera les personnes qui le reçoivent
- Contenus qui affirment que le vaccin contre la COVID-19 sera utilisé comme moyen de réduction de la population
- Vidéos qui affirment que le vaccin contre la COVID-19 contiendra des tissus fœtaux
- Contenus qui affirment que le vaccin contre la grippe communique la COVID-19 aux personnes qui le reçoivent
- Contenus qui affirment que les vaccins contre la COVID-19 ne permettent pas d'éviter la transmission de cette maladie
- Contenus qui affirment que le vaccin contre la COVID-19 communique d'autres maladies contagieuses aux personnes qui le reçoivent ou les rendent plus vulnérables à d'autres maladies contagieuses
- Contenus qui affirment que les vaccins contre la COVID-19 contiennent une puce électronique ou un dispositif de suivi
- Contenus qui affirment qu'il est plus sûr d'atteindre l'immunité collective par l'infection naturelle que par la vaccination
- Contenus qui affirment que la COVID-19 ne provoque jamais de symptômes graves ou n'entraîne jamais d'hospitalisations
- Contenus qui affirment que le taux de mortalité de la grippe saisonnière est plus élevé que celui de la COVID-19
- Contenus qui affirment que certaines personnes sont immunisées contre le virus en raison de leur origine ethnique
- Contenus qui affirment que les enfants ne contractent pas la COVID-19
- Contenus qui affirment qu'il n'y a pas eu de cas ni de décès dans des pays où des cas ou des décès ont été confirmés par les autorités sanitaires locales ou l'OMS

YouTube prend toutefois soin de préciser que « les règles de YouTube concernant la COVID-19 sont susceptibles d'être modifiées à mesure que les conseils donnés par les autorités sanitaires mondiales et locales à propos du virus évoluent », dès lors qu'en cette matière toutes les connaissances sont précisément évolutives.

33. D'une part, par ce règlement, YouTube opère d'abord un amalgame abusif en interdisant tant des informations qui ne font pas débats (« Contenus qui affirment que personne n'a été malade ou n'est décédé de la COVID-19 »), que des questionnement parfaitement légitimes dans une société démocratiques (« Contenus qui contredisent le consensus des experts d'autorités sanitaires locales ou de l'OMS au sujet du vaccin contre la COVID-19 »).

34. D'autre part, à aucun moment YouTube n'a indiqué quel serait le contenu précis diffusé par Kairos dans les vidéos supprimées, incompatible avec son *Règlement* ni pour quels motifs ce contenu serait de nature à ne plus permettre à YouTube d'assurer que sa plateforme « reste un lieu sûr pour les utilisateurs » (qui est la justification donnée par YouTube au contenu de son *Règlement*).

Or, comme le souligne systématiquement la Cour européenne, toute ingérence dans la liberté d'expression doit être « justifiée par des motifs pertinents et suffisants ».

Le simple renvoi à un règlement qui interdit purement et simplement la diffusion de toute expression contredisant les informations diffusées par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ou les « autorités sanitaires locales » ne constitue pas un motif suffisant et pertinent.

35. Selon le *Règlement* de YouTube « concernant les informations médicales incorrectes », toute information médicale sur la Covid-19 serait « incorrecte » au seul motif qu'elle contredit ou remettrait en cause les informations diffusées en cette matière par l'OMS ou par les « autorités sanitaires locales ».

En d'autres termes, tout débat démocratique critique sur les informations diffusées par l'OMS ou les autorités nationales en lien avec la pandémie, est censuré par YouTube.

Ceci contredit radicalement l'enseignement de la Cour européenne pour laquelle, comme la requérante l'a déjà souligné, d'une part la liberté d'expression vaut également pour les propos qui heurtent, choquent ou inquiètent l'État ou une partie de la population et, d'autre part, il convient de réserver dans l'espace public une place pour les informations ou opinions « dissonantes »<sup>34</sup>

Ceci contredit également les prétentions affirmées par YouTube quant aux valeurs démocratiques que la plateforme prétend défendre :

*Nos valeurs se basent sur quatre libertés fondamentales qui définissent ce que nous sommes*

*Liberté d'expression*

*Nous pensons que chacun devrait pouvoir s'exprimer librement, partager ses opinions et encourager le dialogue, et que cette liberté créative conduit à l'émergence de points de vue, de possibilités et de formats innovants.*

*Liberté d'information*

*Nous pensons que chacun devrait pouvoir accéder facilement et sans limites à l'information. Nous sommes convaincus que la vidéo est un outil puissant pour enseigner, favoriser la compréhension et traiter des événements mondiaux, qu'ils soient majeurs ou non.*

*Liberté d'opportunité*

*Nous pensons que chacun devrait avoir l'occasion d'être découvert, de créer son activité et de réussir en faisant ses propres choix. Nous sommes convaincus que tout le monde, et non une minorité de personnes de pouvoir, devrait pouvoir décider de ce qui est populaire.*

*Liberté d'appartenance*

*Nous pensons que tout le monde devrait pouvoir trouver des communautés d'entraide, faire tomber les barrières, dépasser les frontières et se retrouver autour de passions et de centres d'intérêt communs.*<sup>35</sup>

36. Dans *La question de la démocratie*, Claude Lefort souligne que « L'essentiel (...) est que la démocratie s'institue et se maintient dans la dissolution des repères de la certitude. Elle inaugure une histoire dans laquelle les hommes font l'épreuve d'une indétermination dernière, quant au fondement du Pouvoir, de la Loi, et du Savoir, et Fondement de la relation de l'un avec l'autre sur tous les registres de la vie sociale [...], c'est ce qui m'incite à juger que se déploie dans la pratique sociale, à l'insu des acteurs, une interrogation dont on ne saurait définir la réponse à laquelle le travail de l'idéologie, vouée toujours à restaurer de la certitude, ne parvient pas à mettre un terme »<sup>36</sup>.

Le libre débat sur tous sujets d'intérêt général est en effet consubstantiel à la démocratie :

« La démocratie procède donc ontologiquement d'une reconnaissance de la pluralité des intérêts, des opinions et des croyances, et même d'un consentement à la contradiction et au conflit. C'est l'adhésion à la survenance du conflit, le refus d'une autorité inconditionnée, et

34 *Supra*, n° 16.

35 <https://socialimpact.youtube.com/intl/fr/about/>.

36 Cl. Lefort, « La question de la démocratie », *Essais sur le politique*, Paris, Seuil, 1986, p. 30.

d'un pouvoir incarné dans une institution ou dans un monarque qui est à l'origine et au cœur du régime démocratique.

Un principe anarchique formé de divisions, de désaccords et de conflits se voit ainsi conférer un statut démocratique fondateur, antidote essentiel aux idéologies totalitaires. On comprend alors que tout système, tout pouvoir, tout savoir, toute institution et toute croyance doivent être mis à l'épreuve par la pensée, toutes les pensées et par conséquent, par l'expression et toutes les formes de médias »<sup>37</sup>.

Alors que selon l'expression de Jean-François Sirinelli, « la scène médiatique constitue aujourd'hui la nouvelle agora démocratique »<sup>38</sup>, YouTube veut interdire tout débat démocratique sur sa plateforme qui constitue, avec Facebook, la plus grande scène médiatique mondiale, au seul motif qu'il serait susceptible de remettre en cause une « version » ou une « information » officielle sur la Covid-19, sans prendre la peine d'identifier les informations diffusées par la requérante qui seraient de nature à créer un danger sanitaire manifeste.

37. A défaut d'établir quelles sont les informations que la requérante aurait diffusées, manifestement illicites et susceptibles de mettre en danger la « sécurité » des utilisateurs de la plateforme, c'est de façon abusive et, partant, fautive que YouTube a supprimé les vidéos de la requérante.

38. Par ailleurs, en France, la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) a estimé, en février 2016, que de telles conditions générales, donnant un pouvoir arbitraire à une société privée, quant au retrait de contenu, étaient abusives. La DGCCRF a confirmé qu'une « entreprise privée<sup>39</sup> ne peut pas faire ce qu'elle veut « chez elle » lorsqu'elle offre un moyen de communication quotidien à plus d'un milliard de personnes sur Terre, dont plus de 30 millions en France »<sup>40</sup>. La DGCCRF a notamment dénoncé « le pouvoir discrétionnaire du fournisseur de réseau social de retirer des contenus ou informations publiés par l'internaute en dehors de la modération prévue au contrat. La Commission des clauses abusives estime que cette clause attribue au seul professionnel le droit de déterminer si le contenu est conforme au contrat alors même qu'il s'engage à fournir un service de stockage et de mise à disposition des contenus »<sup>41</sup>.

Il y est en effet prévu à l'article 5 que Facebook peut « retirer le contenu ou les informations que vous publiez sur Facebook si nous jugeons qu'il s'agit d'une infraction avec la présente Déclaration ou avec nos politiques ».

La DGCCRF « estime qu'il s'agit de clauses abusives, qui confèrent à Facebook un pouvoir trop discrétionnaire sur ce que les utilisateurs ont le droit ou non de publier sur le réseau social »<sup>42</sup>.

Selon le commentaire de cette décision de la DGCCRF, « ce faisant, les services du gouvernement cherchent à protéger la liberté d'expression des citoyens sur les plateformes privées, ce qui est une obligation imposée par le droit international des droits de l'homme. Les États ont en effet l'obligation de veiller à l'effectivité du droit qu'ont les citoyens de s'exprimer librement, et les entreprises privées ont l'obligation de respecter cette liberté »<sup>43</sup>.

39. Le comportement de YouTube est d'autant moins justifiable que YouTube n'engage pas sa propre responsabilité en raison du contenu des vidéos mises en ligne par les utilisateurs.

37 J. Englebort, *La procédure garante de la liberté de l'information*, Anthémis, 2013, p. 222.

38 *Aux marges de la République : essai sur le métabolisme gordien*, Paris, PUF, 2001.

39 En l'espèce il s'agissait de Facebook, mais la solution est *mutatis mutandis* transposable à YouTube.

40 [www.numerama.com/politique/144557-la-dgccrf-impose-a-facebook-de-respecter-la-liberte-dexpression.html](http://www.numerama.com/politique/144557-la-dgccrf-impose-a-facebook-de-respecter-la-liberte-dexpression.html).

41 G. Mathias, « Facebook : Injonction de la DGCCRF » ([www.avocats-mathias.com/e-commerce/facebook-clauses-abusives-dgccrf](http://www.avocats-mathias.com/e-commerce/facebook-clauses-abusives-dgccrf)).

42 [www.numerama.com/politique/144557-la-dgccrf-impose-a-facebook-de-respecter-la-liberte-dexpression.html](http://www.numerama.com/politique/144557-la-dgccrf-impose-a-facebook-de-respecter-la-liberte-dexpression.html).

43 *Ibidem*.

En effet, conformément à l'article XI. 19 du Code de droit économique (ci-après CDE), un hébergeur de contenus bénéficie d'une exonération de responsabilité pour les informations qu'il stocke. Ceci, sous deux conditions :

- Qu'il n'a pas « une connaissance effective de l'activité ou de l'information illicite, ou, en ce qui concerne une action civile en réparation, il n'a pas connaissance de faits ou de circonstances laissant apparaître le caractère illicite de l'activité ou de l'information ».
- Si le prestataire a une telle connaissance, pour conserver le bénéfice de l'exonération, il doit agir « promptement pour retirer les informations et rendre l'accès à celles-ci impossible », dans le respect de la procédure visée à l'article XII. 19, §3 du CDE.

Aucune disposition n'impose donc à YouTube de surveiller et de contrôler les contenus stockés et hébergés sur sa plateforme. C'est ce que confirme l'article XII. 20 du CDE selon lequel les prestataires de services, tels YouTube, n'ont ni obligation générale de surveillance ni obligation générale de rechercher activement des faits ou des circonstances révélant des activités illicites.

Qui plus est la Cour de Justice de l'Union européenne (ci-après la CJUE) vient tout récemment de relever que la notification d'un contenu non suivie d'effet de la part du prestataire n'est susceptible d'entraîner la responsabilité de ce dernier que s'il contient « suffisamment d'éléments pour permettre à l'exploitant de cette plateforme de s'assurer, sans examen juridique approfondi, du caractère illicite de cette communication et de la compatibilité d'un éventuel retrait de ce contenu avec la liberté d'expression »<sup>44</sup>.

40. Par ailleurs, les « conditions d'utilisation » stipulent expressément : « Vous êtes légalement responsable du Contenu que vous soumettez au Service ».

### III. Sur la demande de mesure provisoire (art. 19, alinéa 3, C. jud.)

41. A titre de mesure provisoire, Kairos sollicite la condamnation de YouTube à remettre en ligne la dernière vidéo supprimée (« Grand débat : la gestion du Covid »), dans les 48h00 du jugement provisionnel à intervenir.

Cette mesure provisoire est justifiée par le fait que, comme la déjà souligné la Cour européenne des droits de l'homme, « l'information est un bien périssable et en retarder la publication, même pour une brève période, risque fort de la priver de toute valeur et de tout intérêt. Ce risque existe également s'agissant de publications autres que les périodiques, qui portent sur un sujet d'actualité »<sup>45</sup>.

42. Une condamnation des parties défenderesse, à l'issue de la présente procédure, soit vraisemblablement dans un délai d'environ un an, à remettre en ligne la vidéo du « Grand débat » organisé par Kairos et consacré à la « Gestion du covid » n'est pas de nature à répondre utilement et efficacement au préjudice subi par la requérante en raison de son retrait. Dans un an, cette production journalistique d'actualité aura perdu l'essentiel de sa valeur et de son intérêt.

Par un jugement du 21 juin 2018<sup>46</sup>, le président du tribunal de commerce francophone de Bruxelles, siégeant en cassation, a estimé que la mesure provisoire sollicitée par la partie demanderesse, qui correspondait à titre provisoire à ce qu'elle demandait à titre définitif, était fondé sous peine de retirer au jugement à intervenir à l'issue de la mise en état contradictoire de la cause, « inexécutable ou à tout le moins privé de toute efficacité ».

43. Par ailleurs, dès lors que la vidéo supprimée ne contient aucun contenu manifestement illicite et qu'en toute hypothèse son contenu n'est pas de nature à engager la responsabilité de YouTube, la balance des intérêts contradictoires à laquelle le juge des mesure provisoires doit se livrer, penche manifestement en faveur de la requérante : le préjudice qu'elle subit en raison du retrait de la vidéo est

44 Arrêts CJUE, G.C., *Frank Peterson c. Google LLC e. a.*, 22 juin 2021, C-682/18 et C-683/18, § 116.

45 Arrêt CEDH, *RTBF c. Belgique*, 29 mars 2011, §. 105. Dans le même sens, *Hashman et Harrup c. Royaume-Uni*, [GC], 25 novembre 1999, § 32.

46 Trib. comm. fr. Bruxelles, Cessation, 21 juin 2018, inédit (RG n° A/18/02752).

à l'évidence nettement plus important que le préjudice que subirait YouTube si la remise en ligne de cette vidéo était ordonnée.

**Dispositif :**

**Sur le fond de la demande**

Déclarer la présente action recevable et les demandes fondées ;

Dire pour droit que les défenderesses ne peuvent pas, sur la seule base de ses conditions d'utilisation et de son « Règlement concernant les informations médicales incorrectes sur la COVID-19 », supprimer des vidéos mises en ligne par des utilisateur du service ; A tout le moins, dire pour droit que les défenderesses ne peuvent pas, sur la seule base de ses conditions d'utilisation et de son « Règlement concernant les informations médicales incorrectes sur la COVID-19 », supprimer des vidéos mises en ligne par des utilisateur du service sans avoir préalablement constaté et identifié précisément un contenu manifestement illégal ;

Condamner les défenderesses à remettre en ligne les trois vidéos suivantes supprimées de la « chaîne YouTube » de Kairos :

- La vidéo contenant l'interview du Dr Yves Gaillez, médecin de famille, supprimée le 23 mars 2021,
- La vidéo contenant l'interview du Dr Christophe De Brouwer, intitulée : « Les morts du Covid : un mensonge d'État ? », supprimée le 17 avril 2021,
- Le vidéo contenant « Le grand débat : la gestion du Covid », supprimée le 18 juin 2021,

dans les 48h00 de la signification de la décision à intervenir sous peine d'une astreinte de 1.000 € par vidéo et par jour de retard, à dater de la signification du jugement à intervenir ;

Condamner les défenderesses à indemniser le préjudice moral et la perte de visibilité, subi par Kairos, évalué *ex aequo et bono* à 5.000 €, augmentés des intérêts judiciaires à dater du 23 mars 2021 (date de la suppression de la première vidéo) ;

**Sur la demande de mesure provisoire (art. 19, alinéa 3, C. jud.)**

Retenir la cause à l'audience d'introduction en vertu de l'article 735, §2, du Code judiciaire ;

A titre de mesure provisoire, condamner les défenderesses à remettre en ligne la dernière vidéo supprimée (« Grand débat : la gestion du Covid ») dans les 48h00 du jugement provisionnel à intervenir, sous peine d'une astreinte de 1.000 € par jour de retard, à dater de la signification du jugement à intervenir ;

En toute hypothèse, condamner les défenderesses aux dépens (à liquider en cours d'instance).

Et pour donner connaissance au destinataire sub 1/. du présent acte de procédure, étant donné qu'il semble avoir son siège en IRLANDE, État membre de l'Union européenne, et qu'à ma connaissance il n'a aucun siège ou domicile élu en Belgique, j'ai fait application du Règlement (CE) N° 1393/2007 du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 relatif à la signification et à la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, en adressant par courrier recommandé avec accusé de réception ET par courriel électronique à :

**Combined Court Office, Castlebar, County Mayo.  
Service of EU documents,  
Courts Service Centralised Office,  
Combined Court Office,  
The Courthouse,  
Castlebar,  
Co. Mayo  
serviceofeudocuments@courts.ie**

- a) une demande de signification dûment complétée dans la langue de l'état requis;
- b) deux copies du présent acte de procédure, de ses annexes et traduction le cas échéant;

en l'invitant :

1. à me retourner le formulaire d'accusé de réception dans les formes et délais prévus au Règlement ;
2. de procéder à la signification du présent acte de procédure dans le délai repris au formulaire de demande ;
3. d'informer le destinataire de ce qu'il peut refuser de réceptionner le présent acte de procédure s'il n'est pas rédigé dans une langue officielle de l'état requis et ce, au moyen du formulaire visé à l'article 10, qui doit être joint à l'acte de remise ;
4. de me retourner une copie accompagnée de l'attestation d'accomplissement prévue audit règlement;
5. s'il n'est territorialement pas compétent, de transmettre ma demande et les annexes à l'autorité territorialement compétente, et de m'en avvertir, dans les formes et délais prévus au Règlement.

Et dès lors que l'IRLANDE ne s'oppose pas à la signification des actes judiciaires par envoi postal, j'ai, conformément au prescrit de l'article 14 dudit Règlement, envoyé au destinataire sub 1/. une copie de mon présent acte accompagné de ses annexes, du formulaire visé à l'article 10 et de sa traduction éventuelle, sous pli recommandé avec accusé de réception.

Et j'ai annexé les récépissés de ces envois recommandés à l'original de mon présent acte.

Et pour que les parties citées préqualifiées n'en ignorent, je leur ai laissé, étant et parlant comme dit ci-dessus, copie du présent exploit et sous pli fermé s'il y échet, conformément à la loi.

Sous toutes réserves.

FF\* 23,09  
 FF/5\* 13,86  
 PORT\* 11,36  
 DINF\* 8,16

-----  
 CFR/HTVA 56,47  
 \*21%TVA 11,86  
 CFR/TVAC 68,33

FF\* 69,29  
 FF/5\* 41,58  
 VACS\* 12,50  
 PC\* 9,77  
 DCOP\* 87,36  
 PORT\* 30,00  
 ENR 50,00  
 TPL 3,70  
 FBAJ 20,00

-----  
 ETU/HTVA 324,20  
 \*21%TVA 52,61  
 ETU/TVAC 376,81

TOT/HTVA 380,67  
 \*21%TVA 64,47  
 TOT/TVAC 445,14

ART38\* 1,60

-----  
 TOT/HTVA 382,27  
 \*21%TVA 64,81  
 TOT/TVAC 447,08

TRAD/HTVA  
 1.715,20  
 \*21%TVA 360,19  
 TRAD/TVAC  
 2.075,39

DONT ACTE.

Coût : quatre cent quarante-cinq euros et quatorze cents,

- à majorer éventuellement des frais de courrier ordinaire, soit 1,94 EUR.
- à majorer des frais de traduction en anglais 2.075,39 EUR TVAC
- à majorer éventuellement des frais de signification en Irlande

original : 53 feuillets  
 copie(s) : 53 feuillets sub 1/  
 copie(s) : 27 feuillets sub 2/

L'Huissier de Justice.

*Rodriguez  
 Rubbens*

**IMPORTANT**

Dans les justices de paix/palais de justice et ses annexes, en cas de déplacement, il y a lieu de respecter les règles sanitaires et les règles de distanciation sociale en vigueur mais également les aménagements mis en place dans les couloirs et les salles d'audience ainsi que les consignes qui seront données par le personnel et le service de sécurité. Le port du masque dans les couloirs et parties publiques des bâtiments du tribunal est obligatoire.

REYNAERT - VERSCHUERE - TANGHE

Gerechtsdeurwaarders - Huissiers de Justice

Rue Victor Allardstraat 143 - UCCLE 1180 UKKEL

Tel: 02/344.66.30 - Fax: 02/343.54.86

info@lindareynaert.be

BE04-6451-6201-8731

Droits d'enregistrement - Application de l'article 8bis du C.  
 enreg. - Droit d'enregistrement : 50,00 EUR

Notre étude est soucieuse de l'intégrité et la confidentialité des données personnelles qu'elle traite dans le cadre de ses missions, conformément à la réglementation en vigueur (RGPD). Vous trouverez plus d'informations à cet égard en consultant notre politique de protection des données personnelles publiée sur le site internet [www.huissier-more.be](http://www.huissier-more.be). Si vous avez une question spécifique, vous pouvez également nous adresser un courriel à l'adresse [etude@huissiermore.be](mailto:etude@huissiermore.be) ou contacter directement notre Délégué à la Protection des Données (DPO) dont les coordonnées sont reprises sur notre site internet. En cas de problème, privilégions le dialogue.

Reynart

1er FEUILLET

En cause de :

**P.A.S.B.L. KAIROS**

**Nous, PHILIPPE, Roi des Belges,**

**A tous, présents et à venir, faisons savoir:**



Numéro du répertoire <b>2021/5647</b>
Date du prononcé <b>12 juillet 2021</b>
Numéro du rôle <b>2021/QR/34</b>

Expédition

Délivrée à	Délivrée à	Délivrée à
le € CIV	le € CIV	le € CIV

Non communicable au  
receveur

**Cour d'appel  
Bruxelles**

**ORDONNANCE**

affaires civiles

Présenté le
Non enregistrable

**En cause de :**

**l'A.S.B.L. KAIROS,**

dont le siège social est situé à 1170 Watermael-Boitsfort, rue Théophile Vander Elst, 89,  
inscrite à la BCE sous le n°0537.473.436,

partie appelante,

ayant pour conseil Maître Jacques ENGLEBERT, avocat à 5000 NAMUR, Rempart de la Vierge,  
2/7,



Vu :

- l'ordonnance prononcée le 9 juillet 2021 par le président du tribunal de l'entreprise francophone de Bruxelles ;
- la requête d'appel déposé au greffe de la cour le 12 juillet 2021 par l'A.S.B.L. KAIROS ;



La demande de l'asbl Kairos tend, en application de l'article 708 du Code judiciaire, à obtenir une abréviation des délais de citer afin d'obtenir la remise en ligne immédiate sur la plateforme You Tube, exploitée par Google, d'une vidéo reproduisant un débat consacré à la gestion de la Covid-19, organisé par l'asbl Kairos le 10 juin 2021, mise en ligne sur You Tube le 18 juin 2021 et supprimée le jour même par Google.

Vu le caractère extrêmement périssable d'un débat portant sur une question d'actualité, il y a urgence à ce que la mesure provisoire sollicitée par l'asbl Kairos puisse être traitée rapidement.

Ce constat n'est pas éterné par le fait qu'elle n'ait pas réagi directement à la suite de la suppression de ces deux premières vidéos.

Compte tenu du délai de citation normalement applicable à l'encontre de Google Ireland Limited - 38 jours - et de l'engagement de l'asbl Kairos d'adresser une copie de sa citation et de la présente ordonnance dès réception de celle-ci par mail à Google Belgium et Google Ireland Limited, il y a lieu de faire droit à la demande de l'asbl Kairos.

---

**PAR CES MOTIFS,  
LA COUR,**

Statuant unilatéralement en application de l'article 708 du Code judiciaire.

Vu l'article 24 de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire,

Reçoit l'appel et le dit fondé;

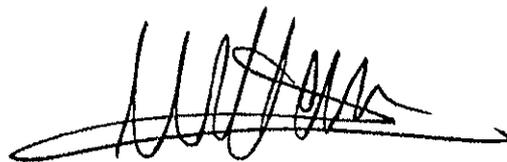
Réforme l'ordonnance entreprise.

Autorise l'asbl Kairos à citer Google Ireland Limited devant le tribunal de l'entreprise francophone de Bruxelles aux fins décrites dans le projet de citation joint à sa requête moyennant un délai de citation de 8 jours.

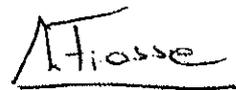
Réserve les dépens.

---

Ainsi jugé et délivré en chambre du conseil de la cour d'appel de Bruxelles, par M. Fiasse, président, avec l'assistance de L. Willem, greffier, le 12 juillet 2021.



L. Willem



M. Fiasse

**SIXIÈME ET DERNIER FEUILLET**

Mandons et ordonnons à tous huissiers de justice à ce requis de mettre la présente ordonnance à exécution.

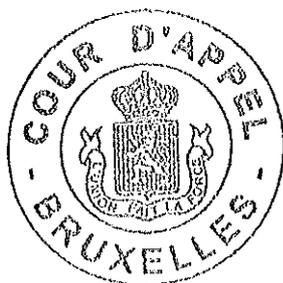
A Nos procureurs généraux, et à Nos procureurs du Roi près les tribunaux de première instance, d'y tenir la main, et à tous commandants et officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis ;

En foi de quoi la présente ordonnance a été signée et scellée du sceau de la cour.

Pour expédition conforme, délivrée à l'A.S.B.L. KAIROS.

(Approuvé la biffure de ligne et mots)

Bruxelles, le 13 -07- 2021



Le greffier

A handwritten signature in black ink, appearing to be "V-B", written over a horizontal line.

VANDERGUCHT B.

A large, stylized handwritten signature in black ink, written over a horizontal line. The signature is highly cursive and loops back to the start.

Pour photocopie conforme  
L'Huissier de Justice

COPIE CONFORME  
du 13/07/2021  
à l'ASBL KAIROS  
1000 Bruxelles  
L'Huissier de Justice  
M. Vanderghucht B.

**S.R.L. MORE & Associés\*****Guy Moré\***, **Marianne Thewissen**, **Annick Bloquiaux**, - Bachelors of Laws - **Jacques Andrienne**

Judicial Officers in 5004 BOUGE, Chaussée de Louvain, 410

**Ivan Remy**

Judicial Officer in 5300 ANDENNE, Rue de la Papeterie, 11

**Anne-Françoise Vanden Berghe**- Bachelor of Laws

Judicial Officer in 5310 EGHEZEE, Chaussée de Namur, 379

**Dominique Sausus**

Judicial Officer in 5580 ROCHEFORT, Rue du Pachy, 6



Valérie Oger\*, François Prinsen\*, Laurent Vandendaele\* \*\*, François Dessaint, Philippe Leynen

Candidate Judicial Officers - Bachelors of Laws

\*\* accredited mediator in civil and commercial matters

**Administrative and postal address:**

Chaussée de Louvain, 410-5004 BOUGE

Offices open Monday to Friday from 08:00 to 17:00 or by appointment

Banks: BE63-3601-0679-7208 BBRUBEBB

Tel.: +32 (0)81/420.200 – Fax: +32 (0)81/420.201 – E-mail: Etude@huissiermore.be CBE: 0666.875.097

REFERENCE NO.: A67083 / LV

**NOTIFICATION OF A RULING  
& SUMMONS TO APPEAR IN COURT**  
*REGULATION (EC) No 1393/2007*

Reference no.: M2320-21 / RPE

In the year two thousand and twenty-one, on

*the twentieth of July***At the request of:**The non-profit association **KAIROS** (hereinafter “Kairos”), CBE no. 0537.473.436, with registered office in 1170 WATERMAEL-BOITSFORT, Rue Théophile Vander Elst, 89,With counsel Me **Jacques ENGLEBERT**, Lawyer, with chambers in 5000 NAMUR, Rempart de la Vierge, 2 / 7 (+32 (0)476/972.864 – [je@englebert.legal](mailto:je@englebert.legal));

I, the undersigned, Rodriguez RUBBENS, Acting Judicial Officer deputising for Ortwin VERSCHUERE, Judicial Officer, with chambers in 1540 HERNE, Centrum, 12.

In virtue of a ruling reducing the notice of trial (Cause List 2021/QR/34) the Court of Appeal of BRUSSELS delivered on the **TWELFTH DAY OF JULY 2021**, of which a certified true copy of its authenticated copy, in duly enforceable form, is served at the top of these presents,**Have summoned:**1/ **GOOGLE IRELAND LIMITED**, registered in Ireland under number 368047, headquartered in IE-DUBLIN \ IRELAND, Gordon House, Barrow Street, 4,**SERVING MY WRIT AS DESCRIBED IN FINE;**REVNAERT - VERSCHUERE - TANGHE  
Gerechtsdeurwaarders - Huissiers de Justice  
Rue Victor Allardstraat 143 - UCCLÉ 1180 UKKEL  
Tel: 02/344.66.30 - Fax: 02/343.54.86  
info@lindareynaert.be  
BE04-6451-6201-8731

2/ The limited liability company **GOOGLE BELGIUM**, CBE no. 0878.065.378, with registered office in 1040 BRUSSELS, Chaussée d'Etterbeek, 180,

Where I spoke to: *a person who does not give his identity*  
 (so declared, who does not initial my original for receipt of the copy; *read: 9*)

9 As the writ could not be served as specified in art. 33 to 35 of the Judicial Code, I have left a copy thereof at the aforementioned address of the addressee, in accordance with art. 38 §1 of that same Code at *9.35* o'clock, informing it that I would send it a letter to notify it that it can obtain a true copy of this writ at my chambers. Furthermore, if the addressee applied for a change of domicile, an identical letter will be sent to the address it declared to be moving to. *D.A.*

To appear on **THURSDAY THE FIFTH DAY OF AUGUST 2021** at **NINE O'CLOCK** in the morning before the **VACATION COURT - COURTROOM A - of the FRENCH-SPEAKING DIVISION OF THE BUSINESS COURT OF BRUSSELS**, sitting in its usual hearing room at Boulevard de Waterloo, 70, in 1000 BRUSSELS

### Statement of case, pleas in law and arguments:

#### I. Factual elements

1. Kairos has been involved in journalism since it was founded in August 2013.

Its articles of association inter alia provide that:

*Art. 3. The association aims to defend the principles and values of a decent society and to combat any form of contemporary alienation. It shall do so by any means it deems relevant and effective, in particular by publishing a newspaper.*

*Art. 4*

*§1. The association can do anything that is necessary to achieve its objectives, whether directly or indirectly, in particular:*

- 1° organise and host training sessions, conferences and any other public or private events;*
- 2° release publications.*

It publishes the bi-monthly news magazine entitled "Kairos", subtitled "Journal antiproductiviste – pour une société décente [Anti-consumerist paper - for a decent society]".

It hosts the website [www.kairospresse.be](http://www.kairospresse.be) which regularly features news articles on current topics of interest.

It also hosts the YouTube channel under the name "Kairos" ([www.youtube.com/results?search\\_query=kairos+presse](http://www.youtube.com/results?search_query=kairos+presse)), which has 39,500 subscribers, via which it already disseminated 107 informational videos.

And it has a Facebook page (<https://www.facebook.com/kairospresse>).

The association employs one professional journalist (Alexandre Penasse), holder of a press pass, on a full-time basis, and two part-time (1/2 and 1/3) administrative workers. Furthermore, association Kairos receives support and work from a number of volunteers.

2. Kairos is an independent news medium that operates on a not-for-profit basis. Kairos publishes its journalistic work on its website:

*Kairos, a cooperative and volunteer project, is run by a committed team, can bank on diverse and varied contributions and, above all, portrays itself as a solid, open-minded and collective opinion paper. It is not affiliated to any party or trade union. As a paper that challenges incessant growth, it champions freedom and critical thinking and, thereby the meaning of limits and respect for living nature.*

*Kairos wants to make a break with society's prevailing ideologies: consumerism, growth, development, progress, commercialisation of the world and life, labour doctrine and employability, competitiveness, competition and "free trade" which we all believe to be mechanisms for man to exploit Man and Nature, and to negate what is beautiful, good and true in life. Our paper is written in the spirit that life is strong but existence fragile, that everything is transient.*

*Kairos denounces the spirit of machinery: output, the rationale of ever more, of infinite and indefinite accumulation to boost GDP, without questioning the sense of and need for production, in disregard of Nature and man.*

*Kairos seeks to understand, and studies past, present and future forces and rationales that make the world what it is and will become.*

*Kairos knows that no one can do everything on his own but that collectively everything is possible, whether for the best or worst. In other words, we do not only question the distant power structures, but also every individual's possibility to act, alone and with others, here and now.*

*Kairos offers other alternatives, existing ones or ones that existed already. Leaving pure whistle-blower pessimism behind and finding the path to a decent society, a society that does not humiliate, a society of simple pleasures. A decent society where the majority, business leaders and institutions included, passionately pursue fairness. A society where the strongest don't exploit the weakest, where people are not reduced to nothing more than cogs in the production and consumption wheel; a society that surpasses binary categories (employed/unemployed, young/old, foreigner/indigenous...) and the associated stereotypes. A society that recognises and cultivates brotherhood of Man as a condition of individual and collective autonomy and that has solidarity at its heart. A society that knows how to restrict itself, that refuses the "one-way of history" and that cherishes the precious knowledge of the past, indispensable for the future.*

*Kairos reflects the time we live in, an "opportune time", one of multiple crises, and the hope of a dramatic change in conscience.*

*Kairos only exists because of its readers. Who, like us, feel that the clock is ticking and that the time to act is now.*

3. On 10 June 2021, Kairos organised a "Big debate", on the theme "Covid and its management", which was broadcast live on Facebook.

This debate was attended by the following speakers:

- Julie Michotte, nurse, historian, spokesperson for "Bon sens Belgique",
- Kaarle Parikka, microbiologist, environmental virologist,
- Vincenzo Castronovo, emeritus professor and micro-nutritionist,
- Frédéric Guoaréguer, child psychiatrist, spokesperson for "Réinfocovid Belgique",
- Alexandra Henrion Caude, geneticist, former director of research at INSERN (National Institute for Health and Medical Research),
- Martin Zizi, molecular biophysicist and epidemiologist who inter alia worked for Defence,

- Louis Fouché, doctor of medicine and anaesthetist and intensive care consultant.

Kairos also invited the following people, who declined to take part in the debate:

- Prime Minister Alexander De Croo;
- Government experts (Yves Laethem, Erika Vlieghe, Yves Coppieeters, Marc Van Ranst, Emmanuel André, Marius Gilbert).

However, Yves Coppieeters did reply to the invitation in the following terms:

“Thank you for your email and your invitation. At this point in time I’d rather not take part in the debate so that I can remain completely independent and am not put in a box by my colleagues or others. And I regret that we are in this situation now. But your debate will be an interesting one.”

The following topics were discussed during the debate:

- the use of PCR tests and the manner in which the results of these tests are interpreted;
- the issue “of numbers” and their interpretation:
  - mortality figures,
  - the numbers of hospital admissions and the hospitals “overflowing”;
- prevention and alternative treatments;
- the issue of “benefits/cost” of the measures taken to combat the pandemic;
- vaccines and immunity;
- conflicts of interest and corruption;
- the issue of the medical data market.

In sum, the discussions about the various topics brought to light that the PCR tests would have produced questionable results, that policies and the media did not embrace proven alternative treatments, that immunity had no place in prevention, that mortality caused by Covid had been overestimated, that the benefits/cost of the political measures were neither calculated nor considered; that measures curtailing freedom were put in place (inter alia vaccine passports and the “pandemic” laws) and that the fear of the population was used as a lever for action, in particular to sell PCR tests, protective equipment and vaccines.

Such exchanges of information and opinions must have a place in a democratic society. And democratic societies must accept, in particular when it comes to a major current topic of general interest, the broadcasting of:

- views that “dissent” from the official line,
- “alternative” analyses of the facts and figures communicated,
- data that are not devoid of all factual basis, which contradict the “official” data.

4. The video of that debate was posted on Kairos’s “YouTube channel” on 18 June 2021.

A few hours after it was put online, the video could no longer be accessed as YouTube had decided that this video violated its medical misinformation policy, referring to its “COVID-19 medical misinformation policy”.

This policy states that YouTube “doesn't allow content that spreads medical misinformation that contradicts local health authorities’ or the World Health Organization’s (WHO) medical information about COVID-19. This applies to content that contradicts WHO or local health authorities’ guidance on the following topics only:

- Treatment
- Prevention
- Diagnosis
- Transmission
- Social distancing and self-isolation guidelines

- The existence of COVID-19<sup>1</sup>.

5. Since March 2021, this is the third time that YouTube censored a video posted by Kairos on the basis of this “COVID-19 medical misinformation policy”:

- On 23 March 2021, YouTube censored a video of an interview with Dr Yves Gaillez, family doctor, ever before it was made available to the public<sup>2</sup>;
- On 17 April 2021, YouTube censored a video containing an interview with Dr Christophe De Brouwer, doctor in public health sciences, Emeritus Professor at the Free University of Brussels and ex-Dean of the School of Public Health, entitled: “Les morts du Covid : un mensonge d’État [Covid deaths: a State lie]?”<sup>3</sup>.

6. The applicant “appealed” these decisions, in the context of a YouTube internal appeal procedure, but to no avail.

By letter from its counsel dd. 2 July 2021, the applicant issued Google with formal notice to reverse its decision and to put the videos that had been removed back online by 5 July 2021. Google disregarded this formal notice.

## II. Legal aspects

7. Pursuant to the YouTube “Terms of Service” ([www.youtube.com/t/terms](http://www.youtube.com/t/terms)), the relationship between Kairos and YouTube as far as the conditions of use of the “Service” YouTube provides is concerned - especially as regards “users that submit content to the Service” - is governed by Belgian law and the Belgian courts have jurisdiction in the event of dispute<sup>4</sup>.

The article entitled “Your Service Provider” stipulates that “The entity providing the Service in the European Economic Area (EEE) and Switzerland is Google Ireland Limited, a company incorporated and operating under the laws of Ireland, (Registered Number: 368047), located at Gordon House, Barrow Street, Dublin 4, Ireland (referred to as “YouTube”, “we”, “us”, or “our”). References to YouTube’s “Affiliates” in these terms means the other companies within the Alphabet Inc. corporate group.

### *A. YouTube’s unlawful interference in KAIROS’s freedom of information and the public’s right to receive that information*

8. Kairos, which disseminates information about topics of general interest, thereby contributing to an essential aspect of public debate, has the status of “watchdog of democracy”, as developed by case law of the European Court of Human Rights.

Article 10.1 of the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, stipulates that:

1 <https://support.google.com/youtube/answer/9891785>.

2 In that video, Yves Gaillez talks about dissenting physicians who had been summoned, threatened, stigmatised and curtailed in their freedom to prescribe by the Order of Physicians. He reminded us that medicine is first and foremost about a human and not a technocratic connection where the patient is merely a carrier of a disease to be studied and treated.

3 Christophe De Brouwer has been scrutinising the pandemic figures for a year. The interview broadcast in this video was a scoop. Unfortunately, Ch. De Brouwer is the only one to carry out this work. According to him, mortality in 2020 was not any higher than in most years of the past two decades, except among the over 85s age group. This interview is of major importance in the context of the public and political debate where analyses of this nature are sorely lacking.

4 The final article of these “Terms of Service”, entitled “Governing Law” reads as follows: “If you live in the European Economic Area (EEE) or Switzerland, this Agreement, and your relationship with YouTube under this Agreement, will be governed by the laws of your country of residence, and legal proceedings may be brought in your local courts”.

*Everyone has the right to freedom of expression. This right shall include freedom to hold opinions and to receive and impart information and ideas without interference by public authority and regardless of frontiers. [...].*

9. Thus, the principle of freedom of expression is the rule. It is a fundamental right “subject to certain exceptions”, in particular that any interference in the freedom of expression must meet a pressing social need in a democratic society, which should be interpreted narrowly and the need to curtail it must be established convincingly<sup>5</sup>.

In its *Sunday Times v United Kingdom (no. 1)* judgment of 26 April 1979, the European Court clearly defined the scope of the need-for-interference requirement (§ 65):

“To assess whether the interference complained of was based on “sufficient” reasons which rendered it “necessary in a democratic society”, account must thus be taken of any public interest aspect of the case. [...] [The Court] is faced not with a choice between two conflicting principles but with a principle of freedom of expression that is subject to a number of exceptions which must be narrowly interpreted [...]. *It is not sufficient that the interference involved belongs to that class of the exceptions listed in Article 10 par. 2 which has been invoked; neither is it sufficient that the interference was imposed because its subject-matter fell within a particular category or was caught by a legal rule formulated in general or absolute terms: the Court has to be satisfied that the interference was necessary having regard to the facts and circumstances prevailing in the specific case before it.*”<sup>6</sup>.

In a judgment dd. 27 April 2007<sup>7</sup>, the Court of Cassation specified that:

“Restricting the freedom of expression in a democratic society is necessary if it meets a pressing social need, on condition that proportionality between the means used and the objective pursued is respected, and that any such restriction is justified by relevant and adequate reasons”.

10. When the press deals with a topic of general interest, as in the case of the asbl [non-profit association] KAIROS when it organised and broadcast a big debate on “Covid and its management” to cast a critical eye on the manner in which the Belgian authorities managed the crisis, and on the manner in which the mainstream media reported on that management, its expression enjoys the increased protection afforded to “watchdogs of democracy”.

In its *Bladet Tromsø and Stensaas v Norway* [GC] judgment of 20 May 1999, the European Court took the view that “the margin of appreciation afforded to national authorities is limited by the interest democratic societies have in enabling the press to exercise its vital role of “public watchdog” in imparting information of serious public concern” (§ 59).

In its *Magyar Helsinki Bizottság v Hungary* [GC] judgment of 8 November 2016, the Court stated that “while article 10 guarantees “everyone” freedom of expression, it is the practice of the Court to recognise the essential role the press plays in a democratic society and journalists’ unique position in that context. Thus, it ruled that the guarantees the press must enjoy are of particular importance and, on several occasions, it recognised the crucial role the media have to play when it comes to allowing the public to exercise its right to receive and communicate information and ideas and to contribute to the exercise of that right” (§165).

In that same judgment, it confirmed its *Társaság a Szabadságjogokért v Hungary* judgment of 14 April 2009, by recalling that “The Court also recognised that the role to create platforms for public debate is not the prerogative of the press but can also be taken on by other stakeholders, among which

5 E. Montero and H. Jacquemin, *Responsabilités traité théorique et pratique* [Responsibilities, theoretic and practical treatise], Title II/Book 26, Kluwer, 2003, p 12.

6 Emphasis added by the party submitting the brief.

7 Cass. [Court of Cassation], 27 April 2007, C.06.0123.N.

non-governmental organisations, whose activities are an essential element of enlightened public debate. It admitted that if an NGO draws attention to topics that are of concern to the public, it plays the role of “public watchdog” similar in importance to that of the press which, in virtue of the Convention, warrants that it is afforded the same protection as the press. It recognised the important contribution of civil society to the debate on public affairs. The manner in which “public watchdogs” conduct their business can have a significant impact on the proper functioning of a democratic society. It is in the interest of a democratic society that the press is allowed to play its crucial role of “public watchdog” by communicating information on topics of general interest and to offer NGOs scrutinising affairs of the State the opportunity to do likewise” (§§166 and 167).

Furthermore, the Court specified that “given that websites greatly contribute to the public’s access to news and, in general, facilitate the dissemination of information, the role of bloggers and popular users of the social media can also be assimilated to that of “public watchdog” in terms of the protection article 10 affords” (§ 168).

In its *Tête v France* judgment of 26 March 2020, it was the *militant expression* the Court gave greater protection to, by pointing out that the case “features in a context where article 10 of the Convention requires that the right to freedom of expression is given a high level of protection given that the applicant spoke about a topic of general interest and in the context of a political and militant approach” (§ 63).

**11.** As it specifies on its own website, Kairos above all wants to be a voice for “solid, open-minded and collective opinion”. It is unquestionably a militant and political expression.

Kairos is both an information medium that deals with topics of general interest and a militant collective that challenges “output”, the “rationale of ever more, of infinite and indefinite accumulation to boost GDP, without questioning the sense of and need for production, in disregard of Nature and man”.

**12.** Without a doubt, the information, opinions, debates and comments Kairos disseminates are likely to “upset” a section of the Belgian political and economic circles, a section of the “traditional” information media and a section of the population.

That does not alter the fact that its expression is protected by article 10 of the European Convention, given that ever since its *Handyside v. The United Kingdom* (Plenary) judgment of 7 December 1976, the European Court consistently proclaimed that “freedom of expression constitutes one of the essential foundations [of a “democratic society”], one of the basic conditions for its progress and for the development of every man. [...], it is applicable not only to “information” or “ideas” that are favourably received or regarded as inoffensive or as a matter of indifference, but also to those that offend, shock or disturb the State or a given sector of the population. Such are the demands of that pluralism, tolerance and broadmindedness without which there is no “democratic society”” (§ 49).

**13.** In this case, potentially permissible restrictions on any form of expression, as referred to in article 10.2 of the Convention which inter alia requires that, in a democratic society, any interference in the freedom of expression must meet a pressing social need, can only be entertained in the most limited of circumstances.

Thus, when a journalistic production does not call a *private citizen* but a *politician* or, more in general, as in this particular case, a policy pursued by a government or economic interests into question, the European Court operates criteria that very much favour the expression of the press, by considering that any interference in a journalist’s freedom of expression is only needed if the journalistic production contains *unsubstantiated personal attacks*<sup>8</sup>, i.e. “if the offensive statement is solely designed to insult”<sup>9</sup>, or if the journalist disseminated *intentionally defamatory allegations*<sup>10</sup>.

<sup>8</sup> Thus, in particular, journalists cannot use “wantonly offensive language” (*Yordanova and Toshev v. Bulgaria*, 2 October 2012, §52.), their “comments cannot amount to wanton invectives” (*Reichman v. France*, 12 July 2016, §68), or “exhibit personal animosity” against the person called into question (*Brunet-Lecomte and Lyon Mag’ v. France*, 6 May 2010, § 44).

<sup>9</sup> ECHR judgment, *Uj v. Hungary*, 19 July 2011, § 20.

<sup>10</sup> See ECHR judgment, *Meslot v France* dd. 1 February 2018.

14. According to the European Court, an attack is unsubstantiated if the journalist cannot give any objective explanation or does not have a close enough link with the facts revealed in the journalistic publication<sup>11</sup>.

An intentionally defamatory allegation is a serious attack devoid of all substance, i.e. an accusation that deliberately calls the honour of a person or the relevance of a policy into question (in particular, the health policy of the Belgian government), while the person who spreads the allegations knows all too well that it is devoid of all factual basis<sup>12</sup>.

15. From this case law it can be inferred that when the press deals with a topic of general interest, about facts that come within the sphere of public debate on matters of general interest, interference in the freedom of expression of the media does not meet a pressing social need unless it concerns information or ideas that smack of intentionally defamatory allegations, i.e. serious and wanton attacks, devoid of all factual basis.

The debate Kairos organised and broadcast online on its “YouTube channel” on 18 June 2021 does not contain any wanton attack, nor any allegation, knowingly disseminated, and devoid of all factual basis.

16. The pressing need that is required for any interference in a person’s freedom of expression is not limited to generally accepted discourse or to the mere opinions sanctioned by a given body or the official line. Quite the opposite, it is precisely in those areas - where certainty cannot be guaranteed and which touch upon health and environmental matters - that protection must be stepped up.

That is also the reason why the European Court emphasized, inter alia in the *Mor v. France* and *Mamère v. France* judgments, the importance it attaches to dissonant discourse as an enriching aspect of collective knowledge. Above all, when the facts directly relate to a matter of public health and not only call the responsibility of pharmaceutical laboratories into question but also the responsibility of the State representatives in charge of health matters<sup>13</sup>.

In that respect, in its *Mamère v. France* judgment, the Court did admit that certain sensitive issues call for multiple sources of information being available to individuals, to ensure that “the debate is enriched by new data that are likely to give a better understanding of the way things stand”<sup>14</sup>.

The unilateral nature of the information – which, in this case, YouTube seeks to impose – has therefore been expressly rejected by the Strasbourg judges, who took the view that “in an area where certainty is unlikely, it would be particularly excessive to curtail the freedom of expression to ideas that are widely accepted only”<sup>15</sup>. And this, whether it concerns elements communicated by the domestic authorities or the contribution to the public debate by “individuals outside of the mainstream”<sup>16</sup>.

17. Lastly, the Court largely takes account of the proportionality of the sanctions, especially when “measures taken by the national authorities are likely to dissuade the press from broadcasting information on matters that are of legitimate public interest”<sup>17</sup>. This aspect was raised in the *Hertel v. Switzerland* case, especially where the enforcement measure results in “partially censuring the applicant’s work and severely restricting its ability to publicly expose a thesis that has a place in the public debate and which cannot be ignored”. Accordingly, it is up to the State to ensure that, when it comes to imposing sanctions (which, for the record, were imposed by a private operator) in the event of a possible abuse of the right to disseminate information, there is “a reasonable degree of

11. This is well-established case law: see in particular ECHR judgments *Lopes Gomes da Silva v. Portugal*, dd. 28 September 2000, §34, *Kuliš v. Poland*, dd. 18 March 2008, §§51 to 53 and *De Lesquen du Plessis-Casso v. France*, dd. 12 April 2012, § 40.

12. See in particular ECHR judgments *Bacanu and Sc "R" SA v. Romania*, 3 March 2009, §§92, 96 and 97, *Petrina v. Romania*, 14 October 2008 (§ 50).

13. ECHR judgment *Mor v. France*, 15 December 2011, § 53.

14. ECHR judgment, *Mamère v. France*, 7 November 2006, § 24.

15. ECHR judgment, *Hertel v. Switzerland*, 25 August 1998, § 50.

16. ECHR judgment, *Steel and Morris v. The United Kingdom*, 15 February 2005, § 88.

17. ECHR judgment, *Bergens Tidende v. Norway*, 2 May 2000, §52.

proportionality between the curtailment of the applicants' freedom of expression and the legitimate objective pursued". Likewise, the nature of the applicants implies a certain duty of care as regards the equality of arms and State responsibility when sanctions are imposed that are disproportionate to the objective pursued<sup>18</sup>.

18. From the foregoing it is clear that YouTube's decision to remove the video of this big debate, only a few hours after it had been put online, amounts to an interference in Kairos's freedom of information which does not meet the condition of necessity required by article 10, §2, of the European Convention, as interpreted by the case law of the European Court.

The same applies to the earlier removal of two other videos, in March and April 2021.

19. In virtue of the "horizontal effect" of the Convention, "(...) not only public authorities but also private citizens are subject to the obligations arising from article 10"<sup>19</sup>.

Article 10 of the Convention contains a 'positive obligation' to protect the right to freedom of expression against attacks even if they come from private citizens.<sup>20</sup>

As F. Sudre points out "the right to freedom of expression therefore applies to relations between individuals"<sup>21</sup>, in the context of a contractual relationship included.

It is up to the Belgian authorities to guarantee each person the right to enjoy freedom of expression and information as enshrined in article 10 of the European Convention and to put a stop to any interferences in that freedom, especially when they do not meet the necessity requirement, even if these interferences are by commercial undertakings governed by private law.

### ***B. The YouTube platform has become a public information space that is indispensable to the media***

20. There is no denying that the social networks created and operated by a number of multinationals (especially Facebook and Google), like the YouTube online video-sharing platform, created in 2005 and bought by Google in October 2006, have become spaces for public expression, at a global level, and the access to them can no longer be exclusively, unilaterally and arbitrarily administered by the companies who put these platforms at the disposal of citizens, associations and companies.

21. A study Cisco conducted in 2017 brought to light that videos account for close on 70 % of the wider public's Internet traffic. Since 2018, the use of the social media, among which YouTube, has overtaken the written press as a source of information in the United States. YouTube ranks second in Americans' most favourite social media, after Facebook<sup>22</sup>.

YouTube is a video hosting website and social media site via which users can send, watch, comment on, evaluate and share videos by streaming.

18 In the *Steel and Morris v. The United Kingdom* case, between a small group of militant ecologists and an international fast-food group, the Court, in support of a prior finding that article 6, §1 of the Convention had been violated, did consider the matter of equality of arms when applying the proportionality of article 10. The Court noted that this condition had been breached: taking account of the fact that the association was denied a fair trial given the lack of legal aid to present their case effectively (§72), the inequality of arms and the jurisdictional issues they encountered led the Court to conclude that article 10 had been violated (§95). Quoted by E. Paillissé, "Le droit à l'information, préalable essentiel du droit à l'autodétermination en matière sanitaire et environnementale. Etude de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme [The right to information, a prerequisite to the right to self-determination in health and environmental matters. Study of case law of the European Court of Human Rights]", *Rev. Dr. H.*, 10/2016.

19 R. Ergéc, *Convention européenne des droits de l'homme* [European Convention on Human Rights], 2<sup>nd</sup> ed., Brussels, Bruylant, 2014, p 737, no. 738.

20 See ECHR judgment, *Lombardi Vallauri v. Italy*, 20 October 2009.

21 F. Sudre, *Droit européen et international des droits de l'homme* [European and International Human Rights Law], 14<sup>th</sup> ed., Paris, PUF, p 814, no. 541.

22 "In the United States, television is the main source of information but the social media have overtaken the written press", *Le Monde.fr*, 11 December 2018.

According to its own figures, YouTube had more than 2 billion connected users per month in 2020, i.e. a third of the world's Internet users. The number of hours' worth of videos viewed on YouTube each day amounts to one billion<sup>23</sup>.

22. The YouTube platform has become an indispensable public space, a "public forum"<sup>24</sup> media have to use if they want to reach their audience and win new audiences.

The "public space" nature of the social networks is already well recognised in case law<sup>25</sup>.

23. Furthermore, as a "network", YouTube permits and facilitates the exchange of information posted online, through the sharing of videos (via the "share" functionality or by copying/pasting the link to the video) and interaction between the media and Internet users, thanks to the option to comment on videos and to respond to comments from other Internet users.

That is no different in the French-speaking Belgian media landscape.

Proof of the pudding is that all the major media in the Belgian French-speaking landscape (inter alia TFI, RTBF, RTL, IPM, BX1, etc.) use the YouTube "channel" system, even though they have their own means to broadcast their productions and programmes which are far more considerable than the ones Kairos has at its disposal.

As YouTube explains, using the "channel" system is the only way to enjoy a public presence on YouTube (<https://support.google.com/youtube/answer/1646861>).

24. Kairos's "YouTube" channel<sup>26</sup> has 39,500 subscribers. Several videos that were posted online on this channel over the past few months were viewed more than 100,000 times, some a whole lot more even.

We are specifically talking about the following videos (as at 5 July 2021):

- 447,840 views for the video "'Covid-1984', la vision d'un philosophe sur la période actuelle ['Covid-1984', a philosopher's vision of the current period]" posted online on 28 December 2020;
- 380,612 views for the video "'Il faut se soulever'... Un flic français témoigne ['We must rise up'... A French cop testifies]" posted online on 29 January 2021;
- 307,958 views for the video "Un médecin réanimateur licencié pour ses idées [An intensive-care specialist sacked for his ideas]", posted online on 25 November 2020;
- 233,921 views for the video "Interview d'une infirmière. Loin des discours officiels [Interview with a nurse. Far from the official line]", posted online on 22 December 2020;
- 153,080 views for the video "Censure d'État en pleine conférence de press [State censorship bang in the middle of a press conference]", posted online on 29 November 2020;
- 109,890 views for the video "Rencontre avec Louis Fouché. Une note d'espoir [Meeting with Louis Fouché. A note of hope]", posted online on 7 May 2021.

It is the most important means of broadcasting information by video KAIROS has at its disposal.

By way of comparison, the video "'Covid-1984', la vision d'un philosophe sur la période actuelle", also posted online on the Kairos website [www.kairospresse.be](http://www.kairospresse.be) on 28 December 2020 was only viewed 2,635 times via this site.

25. Kairos uses the services YouTube supplies because it is the most popular online video platform. Any video posted online on YouTube is therefore likely to reach a much larger audience

23 <https://www.youtube.com/intl/fr/about/press/>

24 In the words of Florence G'sell, "The removal of Donald Trump's Twitter account should have taken place under the aegis of an independent body", *Le Monde*, 16 January, p 32.

25 In particular, as far as Facebook is concerned, C.A. Besançon, 15 November 2011 ([www.doctrine.fr/d/CA/Besancon/2011/REB77ADD8B249C9B6A5B1](http://www.doctrine.fr/d/CA/Besancon/2011/REB77ADD8B249C9B6A5B1)).

26 [www.youtube.com/channel/UCP2Klbz\\_VJwBKQWbmhiMfcw](http://www.youtube.com/channel/UCP2Klbz_VJwBKQWbmhiMfcw).

and, consequently, to introduce Kairos to a vast number of Internet users who, of their own accord, would not consult the website [www.kairospresse.be](http://www.kairospresse.be).

Any time a new video is posted on the “YouTube channel” Kairos sees a rise in new members joining its association and/or new subscribers to its “channel”, not to mention a substantial increase in the donations it receives.

Another advantage of YouTube is that it is easy to use, has excellent broadcasting tools that are perfectly compatible with and usable on the other two websites Kairos hosts (the website of the non-profit association and its Facebook page).

Using YouTube to broadcast its videos is therefore indispensable to Kairos. The use of the YouTube platform is also essential if the wider public is to effectively and efficiently receive the information Kairos disseminates, in accordance with the rights it is afforded under article 10.1 of the European Convention.

As the Russian Geopolitologist Fiodor Loukianov has highlighted, “these companies have become indispensable to users”<sup>27</sup>.

The use of the “YouTube channel” service by companies specialised in specific fields, not associated with journalistic information, is proof that the broadcasting of videos on YouTube, as a means of sharing information, is absolutely necessary and has become the norm.

In consequence, even companies whose main object does not involve communicating information by video avail of the YouTube services and especially of the possibility to publish a “YouTube channel”. Legal publisher Larcier is one such example<sup>28</sup>. This shows that YouTube is indispensable.

**C. *Free expression on a global network like YouTube cannot be subject to terms of service unilaterally imposed by the private company that operates the platform***

26. By unilaterally and unfairly removing certain videos recently posted online, YouTube has seriously undermined Kairos’s freedom of information and has interfered with its freedom of information which is inconsistent with the aforesaid rights article 10 of the European Convention affords it.

On the one hand, because a public space for expression cannot be subject to private rules unilaterally imposed by private companies who provide online platform services. On the other hand, in the alternative, because these terms of service are manifestly unreasonable.

**C.1 *YouTube cannot validly rely on its terms of service to justify these serious interferences in the applicant’s freedom of information***

27. As the French Secretary of State, Cédric O, pointed out online (on Twitter) on 9 January 2021 “Having the main social networks regulate public debate on the basis of their terms of service only, while these spaces have become veritable public spaces that attract billions of citizens, seems to be rather unsatisfactory from a democratic point of view”.

In actual fact, it is currently accepted, as Wikipedia describes, that “Web giants have a near-monopoly on the flow of information and, as such, are in a position to manipulate public discourse. The Internet is a collection of basic services. The majority of these services are owned and managed by private companies who host the content and offer users the possibility to consult that content or to create new content. If these service suppliers don’t want something posted on the Internet, they can censure it and

<sup>27</sup> *Courrier international*, no. 1577 21 to 27 January 2011, “Quand les réseaux sociaux font la loi [When the social networks lay down the law]”, p 31

<sup>28</sup> [www.youtube.com/user/LarcierBruylant/videos](http://www.youtube.com/user/LarcierBruylant/videos).

make it disappear from the Internet the world over. This control of the Internet is, in reality, in the hands of a few huge businesses that do everything in their power to make sure the public isn't even aware of it"<sup>29</sup>.

According to Britt Paris, Senior Lecturer in Information Science at Rutgers University, "there are serious questions to be asked about how these big companies manage to control public debate [...]. Almost forty years after the Internet was created, the matter of when and how private companies can use their might to control the flow of information and ideas has still not been settled. And recent events have shown how important it is to think about the regulatory and supervisory mechanisms of the Internet infrastructures and to demand more transparency in the decisions of the companies that manage them - or to create truly public utility companies. If the management of the square of the global and virtual village is regarded as a public service, we need the means to do so"<sup>30</sup>.

28. When President Trump's Twitter account was shut down, there was a great deal of protest against private companies who operate social network platforms being able to decide, of their own accord and unilaterally, what type of content can be disseminated or not.

Or as Amid Faljaoui put it "in the wake of Trump's censorship, there is the whole issue of private companies regulating public debate. Is it up to a private company to select the information [...] citizens should have access to? [...]. Anyone who feels aggrieved by a tweet, a video or a message on the social networks has the right to seize the courts in his or her country. So why should Twitter or Facebook act as judge and jury?"<sup>31</sup>.

According to F. Ernotte, "as far as the freedom of expression is concerned, the platforms' policy can be arbitrary and we feel that the decision as to what is censored or censurable qualifies as an interference in the freedom of expression"<sup>32</sup>. This author also wonders whether "the public space has been left to private companies or have private companies cornered this public space? Has the regulation of expression been privatised or abandoned by the States because of the magnitude of the task?". While considering that these are "exciting debates important to our democracies", F. Ernotte adds: "At this point in time, we are not aware of any judgment in a case where a user of a social network complained about his freedom of expression having been violated", but "sooner or later the filter the social networks put in place might be regarded as overly excessive"<sup>33</sup>.

29. This is precisely what Kairos asks from the Business Court in the context of the present action: to find that, by censoring the applicant's expression, YouTube behaved excessively and unlawfully interfered in the applicant's freedom of expression.

C.2 *The YouTube terms of service are unreasonable and cause irremediable harm to democratic debate*

30. In any case, the power YouTube grants itself, via its own terms of service it unilaterally imposes on all the users of its platform, to remove content, is manifestly unreasonable and anti-democratic.

The YouTube "Terms of Service" contain the following provision as regards the management of the content of videos users of the service post online:

*Removal of Content By YouTube*

*If we reasonably believe that any Content is in breach of this Agreement or may cause harm to YouTube, our users, or third parties, we may remove or take down some or all of such Content. We will*

29 [https://fr.wikipedia.org/wiki/YouTube#cite\\_ref-165](https://fr.wikipedia.org/wiki/YouTube#cite_ref-165).

30 *Courrier international*, n° 1577 21 to 27 January 2011, "Quand les réseaux sociaux font la loi", p 30.

31 A. Faljaoui, "Les Gafa peuvent-ils censurer la parole publique ? [Is it up to the Tech Giants to censor public debate?]", *Trends-Tendances*, 14 January 2021, p 102.

32 F. Ernotte, *Droit des réseaux sociaux* [Social Networks Law] Larcier, 2021, p 58, no. 184.

33 *Ibidem*.

notify you with the reason for our action unless we reasonably believe that to do so: (a) would violate the law or the direction of a legal enforcement authority, or would otherwise risk legal liability for YouTube or our Affiliates; (b) would compromise an investigation or the integrity or operation of the Service; or (c) would cause harm to any user, other third party, YouTube or our Affiliates. You can learn more about reporting and enforcement, including how to appeal, [on the Troubleshooting page of our Help Center](#).

Furthermore, the YouTube COVID-19 medical misinformation policy stipulates that:

*If your content violates this policy, we'll remove the content and send you an email to let you know. If this is your first time violating our Community Guidelines, you'll likely get a warning with no penalty to your channel. If it's not, we may issue a strike against your channel. If you get 3 strikes within 90 days, your channel will be terminated. You can learn more about our [strikes system here](#)*

*We may also terminate your channel or account after a single case of severe abuse, or when the channel is dedicated to a policy violation. You can learn more about [channel or account terminations here](#)*

31. In this particular case, YouTube removed three videos Kairos had posted online on 23 March 2021, 17 April 2021 and 18 June 2021, justifying its decision in the following terms (a message that was clearly generated automatically):

*Our team has examined your content and unfortunately has decided that it is inconsistent with our **medical misinformation policy**. We removed the following content from YouTube: (...). We do appreciate that this may be difficult to accept, but we want to ensure that YouTube remains a safe place for all users. When we find that a given content infringes our policy, we remove it. If you believe that this is an error on our part, you can appeal the removal of your video and we will re-examine the matter. Read on for further information.*

***Why your content violates our policy***

*YouTube doesn't allow content that spreads medical misinformation that contradicts local health authorities' or the World Health Organization's (WHO) medical information about COVID-19. This is limited to content that contradicts WHO or local health authorities' guidance on prevention, treatment, diagnosis and the transmission of COVID-19. [Find out more](#)*

The hyperlink under the words "Find out more" simply redirects people to the "COVID-19 medical misinformation policy".

32. This policy lists all the content regarded as "inappropriate":

***Treatment misinformation:***

- *Content that encourages the use of home remedies, prayer, or rituals in place of medical treatment such as consulting a doctor or going to the hospital*
- *Content that claims that there's a guaranteed cure for COVID-19*
- *Content that recommends use of Ivermectin or Hydroxychloroquine for the treatment of COVID-19*
- *Claims that Ivermectin or Hydroxychloroquine are effective treatments for COVID-19*
- *Other content that discourages people from consulting a medical professional or seeking medical advice*

***Prevention misinformation: content that promotes prevention methods that contradict local health authorities or WHO.***

- *Claims that there is a guaranteed prevention method for COVID-19*
  - *Claims that any medication or vaccination is a guaranteed prevention method for COVID-19*
- *Content that recommends use of Ivermectin or Hydroxychloroquine for the prevention of COVID-19*
- *Claims that wearing a mask is dangerous or causes negative physical health effects*
- *Claims that masks do not play a role in preventing the contraction or transmission of COVID-19*
- *Claims about COVID-19 vaccinations that contradict expert consensus from local health authorities or WHO*
  - *Claims that an approved COVID-19 vaccine will cause death, infertility, miscarriage, autism, or contraction of other infectious diseases*
  - *Claims that an approved COVID-19 vaccine will contain substances that are not on the vaccine ingredient list, such as biological matter from fetuses (e.g. foetal tissue, foetal cell lines) or animal products*

- Claims that an approved COVID-19 vaccine will contain substances or devices meant to track or identify those who've received it
- Claims that an approved COVID-19 vaccine will alter a person's genetic make-up
- Claims that COVID-19 vaccines do not reduce risk of contracting COVID-19
- Claims that any vaccine causes contraction of COVID-19
- Claims that a specific population will be required (by any entity except for a government) to take part in vaccine trials or receive the vaccine first
- Content that promotes the use of unapproved or home-made COVID-19 vaccines
- Instructions to counterfeit vaccine certificates, or offers of sale for such documents

**Diagnostic misinformation:** content that promotes diagnostic methods that contradict local health authorities or WHO.

**Transmission misinformation:** content that promotes transmission information that contradicts local health authorities or WHO.

- Content that claims that COVID-19 is not caused by a viral infection
- Content that claims COVID-19 is not contagious
- Content that claims that COVID-19 cannot spread in certain climates or geographies
- Content that claims that any group or individual has immunity to the virus or cannot transmit the virus

**Social distancing and self-isolation misinformation:** content that disputes the efficacy of local health authorities' or WHO's guidance on physical distancing or self-isolation measures to reduce transmission of COVID-19.

**Content that denies the existence of COVID-19:**

- Denial that COVID-19 exists
- Claims that people have not died or gotten sick from COVID-19
- Claims that the virus no longer exists or that the pandemic is over
- Claims that the symptoms, death rates, or contagiousness of COVID-19 are less severe or equally as severe as the common cold or seasonal flu
- Claims that the symptoms of COVID-19 are never severe

**Examples:**

Here are some examples of content that's not allowed on YouTube:

- Denial that COVID-19 exists
- Claims that people have not died from COVID-19
- Claims that any vaccine is a guaranteed prevention method for COVID-19
- Claims that a specific treatment or medicine is a guaranteed cure for COVID-19
- Claims that hydroxychloroquine saves people from COVID-19
- Promotion of MMS (Miracle Mineral Solution) for the treatment of COVID-19
- Claims that certain people have immunity to COVID-19 due to their race or nationality
- Encouraging taking home remedies instead of getting medical treatment when sick
- Discouraging people from consulting a medical professional if they're sick
- Content that claims that holding your breath can be used as a diagnostic test for COVID-19
- Videos alleging that if you avoid Asian food, you won't get the coronavirus
- Videos alleging that setting off fireworks can clean the air of the virus and will prevent the spread of the virus
- Claims that COVID-19 is caused by radiation from 5G networks
- Videos alleging that the COVID-19 test is the cause of the virus
- Claims that countries with hot climates will not experience the spread of the virus
- Videos alleging that social distancing and self-isolation are not effective in reducing the spread of the virus
- Claims that wearing a mask causes oxygen levels to drop to dangerous levels
- Claims that masks cause lung cancer or brain damage
- Claims that wearing a mask gives you COVID-19
- Claims that the COVID-19 vaccine will kill people who receive it
- Claims that the COVID-19 vaccine will be used as a means of population reduction
- Videos claiming that the COVID-19 vaccine will contain fetal tissue
- Claims that the flu vaccine causes contraction of COVID-19
- Claims that COVID-19 vaccines are not effective in preventing the spread of COVID-19
- Claims that the COVID-19 vaccine causes contraction of other infectious diseases or makes people more vulnerable to contraction of other infectious diseases
- Claims that the COVID-19 vaccines contain a microchip or tracking device
- Claims that achieving herd immunity through natural infection is safer than vaccinating the population
- Claims that COVID-19 never causes serious symptoms or hospitalization

- *Claims that the death rate from the seasonal flu is higher than the death rate of COVID-19*
- *Claims that people are immune to the virus based on their race*
- *Claims that children cannot or do not contract COVID-19*
- *Claims that there have not been cases or deaths in countries where cases or deaths have been confirmed by local health authorities or the WHO*

However, YouTube is careful to note that “YouTube’s policies on COVID-19 are subject to change in response to changes to global or local health authorities’ guidance on the virus”, precisely because the knowledge about the virus is continually evolving.

33. Via this policy YouTube on the one hand operates an unreasonable amalgam by banning both information that is beyond discussion (“Claims that people have not died or gotten sick from COVID-19”) and questions that are perfectly legitimate in a democratic society (“Claims about COVID-19 vaccinations that contradict expert consensus from local health authorities or WHO”).

34. On the other hand, at no point did YouTube specify what content in the videos Kairos posted and it removed violated its *Policy* or why this content was of a nature to prevent YouTube from ensuring that its platform “remains a safe user platform” (which is the justification YouTube gives in its *Policy*).

Now, as the European Court has systematically underlined, any interference in the freedom of expression must be “justified by relevant and adequate reasons”.

A mere reference to a policy that purely and simply bans the dissemination of anything that is at odds with the information disseminated by the World Health Organization (WHO) or the “local health authorities” does not amount to a relevant and adequate reason.

35. According to YouTube’s “COVID-19 medical misinformation” *Policy*, all Covid-19-related information would be “inappropriate” for no reason other than that it is inconsistent with or calls the information the WHO or the “local health authorities” disseminate into question.

In other words, any critical democratic debate on the information the WHO or the national authorities disseminate in relation to the pandemic is censured by YouTube.

This flies in the face of the teachings of the European Court which on the one hand holds, as the applicant pointed out already, that the freedom of expression also applies to statements that offend, shock or disturb the State or a given sector of the population and, on the other hand, that it is appropriate to reserve a place in the public space for “dissenting” information or opinions.<sup>34</sup>

This also contradicts YouTube’s claims about the democratic values the platform claims to defend:

*Our values are based on four fundamental freedoms that define who we are*  
*Freedom of expression*

*We believe people should be able to speak freely, share opinions, foster open dialogue, and that creative freedom leads to new voices, formats and possibilities.*

*Freedom of information*

*We believe everyone should have easy, open access to information and that video is a powerful force for education, building understanding, and documenting world events, big and small.*

---

<sup>34</sup> *Supra*, no. 16.

*Freedom of opportunity*

*We believe everyone should have a chance to be discovered, build a business and succeed on their own terms, and that people—not gatekeepers—decide what’s popular.*

*Freedom to belong*

*We believe everyone should be able to find communities of support, break down barriers, transcend borders and come together around shared interests and passions.*<sup>35</sup>

36. In *La question de la démocratie* [The issue of democracy], Claude Lefort emphasises that “The important thing (...) is that democracy is established and maintained in the dissolution of the reference points of certainty. It unveils a tale where people show last-minute indecision as to the cornerstone of Power, the Law and Knowledge, and the Cornerstone of the interrelationship between one and the other across the registers of social life [...], which is what prompts me to evaluate what unfolds in social practice, unbeknownst to the actors, a questioning to which the answers are impossible to define, which the work of ideology, always determined to restore certainty, does not manage to put an end to”<sup>36</sup>.

In actual fact the freedom to debate all topics of general interest is inherent to democracy:

“Democracy therefore evolves ontologically from an acknowledgement of the plurality of interests, opinions and beliefs, and even from consent to contradiction and conflict. This adherence to the occurrence of conflict, the refusal of an unconditional authority, and of a power incarnated in an institution or a monarch is what is at the origin and the heart of a democratic regime.

An anarchic principle made up of divisions, disagreements and conflicts is therefore granted founding democratic status, an essential antidote to totalitarian ideologies. We therefore understand that every system, every power, all knowledge, every institution and any belief must be put to the test by thought, all thoughts and, accordingly, by expression and all types of media”<sup>37</sup>.

Or as Jean-François Sirinelli put it “The media scene has become the new democratic agora”<sup>38</sup>, YouTube wants to ban all democratic debate from its platform which, together with Facebook, constitutes the largest media scene in the world, for no reason other than that it may call an official “version” or “piece of information” about Covid-19 into question, without bothering to identify what information the applicant disseminated might pose an obvious health risk.

37. By failing to establish what manifestly unlawful information that is likely to compromise the “safety” of the platform’s users the applicant may have disseminated, YouTube abusively and wrongfully removed the applicant’s videos.

35 <https://socialimpact.youtube.com/intl/fr/about/>.

36 Cl. Lefort, « La question de la démocratie [The issue of democracy] », *Essais sur le politique* [Politics put to the Test] Paris, Seuil, 1986, p 30.

37 J. Englebort, *La procédure garante de la liberté de l’information* [The process that guarantees freedom of information], Anthémis, 2013, p 222.

38 *Aux marges de la République : essai sur le métabolisme gordien* [On the margins of the Republic: an essay on Gordian metabolism], Paris, PUF, 2001.

38. Furthermore, in February 2016, the French Directorate-General for Competition, Consumer Affairs and Prevention of Fraud (DGCCRF) took the view that terms of service such as these, which give a private company arbitrary power as regards the removal of content, were abusive. The DGCCRF confirmed that a “private company”<sup>39</sup> does not have free rein when it offers a daily communication channel to more than one billion people on Earth, among whom 30 million people in France<sup>40</sup>. The DGCCRF in particular criticised “the discretionary power of the social network operator to remove content or information published by Internet users that fall outside the contractually provided moderation. The Unfair Terms Commission took the view that these terms only afford a professional the right to determine whether the content is consistent with the contract even though it undertook to provide a service of storing and supplying content”<sup>41</sup>.

In fact, article 5 states that Facebook can “remove content or information you publish on Facebook if we deem it to be in violation of the present Statement or our policies”.

The DGCCRF “took the view that any clauses that give Facebook overly discretionary powers as to what users can or cannot publish on the social network are abusive”<sup>42</sup>.

The commentary on this decision of the DGCCRF states, “in doing so, the government services seek to protect citizens’ freedom of expression on private platforms, which is an obligation under international human rights law. In fact, States are obliged to ensure the effectiveness of citizens’ right to freely express themselves and private companies are obliged to respect that freedom”<sup>43</sup>.

39. YouTube’s conduct is all the more unjustifiable given that YouTube does not accept any responsibility for the content of videos users post online.

In actual fact, in accordance with article XI. 19 of the Code of Economic Law (hereinafter “CEL”), site providers are not responsible for the information they store. This, on two conditions:

- That the site provider “is not effectively aware of the unlawful activity or information, or, as far as actions for damages are concerned, is unaware of the facts or circumstances showing the unlawful nature of the activity or information”.
- If the provider is aware of it, and in order to be exonerated, it must act “promptly to remove the information and block the access to it”, in line with the procedure referred to in article XII. 19, §3 of the CEL.

Thus, there is no provision that compels YouTube to monitor and check the content stored and hosted on its platform. This is also confirmed by article XII. 20 of the CEL which stipulates that service providers, like YouTube, do not have a general obligation to monitor or a general obligation to actively look for facts or circumstances that smack of illegal activity.

More importantly, the European Court of Justice (hereinafter “ECJ”) only recently pointed out that any notification of content the service provider fails to act on does not render the latter liable unless it contains “enough elements to allow the operator of this platform to establish, without embarking on an in-depth legal examination, the unlawful nature of the communication in question and the compatibility of a possible removal of that content with the freedom of expression”<sup>44</sup>.

40. Furthermore, the “Terms of Service” explicitly state: “You are legally responsible for the Content you submit to the Service”.

### III. As to the application for interim measures (art. 19, paragraph 3, Jud. C.)

39 That particular case involved Facebook, but the solution is *mutadis mutandis* transposable to YouTube.

40 [www.numerama.com/politique/144557-la-dgccrf-impose-a-facebook-de-respecter-la-liberte-dexpression.html](http://www.numerama.com/politique/144557-la-dgccrf-impose-a-facebook-de-respecter-la-liberte-dexpression.html).

41 G. Mathias, “Facebook: Injonction de la DGCCRF [An injunction from the DGCCRF]” ([www.avocats-mathias.com/e-commerce/facebook-clauses-abusives-dgccrf](http://www.avocats-mathias.com/e-commerce/facebook-clauses-abusives-dgccrf)).

42 [www.numerama.com/politique/144557-la-dgccrf-impose-a-facebook-de-respecter-la-liberte-dexpression.html](http://www.numerama.com/politique/144557-la-dgccrf-impose-a-facebook-de-respecter-la-liberte-dexpression.html).

43 *Ibidem*.

44 ECJ judgments, G.C., *Frank Peterson v. Google LLC et al.*, 22 June 2021, C-682/18 and C-683/18, § 116.

41. By way of interim measure, Kairos asks that YouTube be ordered to put the last video it removed (“Grand débat: la gestion du Covid”) back online within 48 hours of the interim judgment to be delivered.

This interim measure is justified by the fact that, as the European Court of Human Rights pointed out already: “news is a perishable commodity and to delay its publication, even for a short period, may well deprive it of all its value and interest. This risk also applies to publications other than newspapers, to ones that deal with a highly topical issue”<sup>45</sup>.

42. An order against the defendants, at the end of the present proceedings, which will more than likely take about a year, to put the video of the “Big Debate” Kairos organised which dealt with the “Management of Covid” back online is unlikely to helpfully and effectively redress the prejudice the applicant sustained by reason of its removal. In a year’s time, this topical journalistic production will have lost the essence of its value and interest.

By judgment dd. 21 June 2018<sup>46</sup>, the president of the French-speaking Division of the Commercial Court of Brussels, hearing an application for an injunction, took the view that the interim measure sought by the applicant, which provisionally corresponded to its final claim, was founded on pain of the judgment to be delivered once the case had been argued by all the parties being “unenforceable or at least entirely ineffective”.

43. Furthermore, given that the video that was removed does not contain any manifestly unlawful content and that, in any event, its content is unlikely to make YouTube liable, the balance of the conflicting interests the judge will have to weigh up clearly tilts in favour of the applicant: the prejudice it sustains by reason of the video’s removal is obviously much greater than the prejudice YouTube would sustain if it was to be ordered to put the video back online.

### **Operative part:**

#### **As to the merits of the application**

To declare the present action admissible and the application founded;

To rule in law that, purely on the basis of their Terms of Service and their “COVID-19 medical misinformation policy”, the defendants cannot remove videos users of the service put online. At least, to rule in law that the defendants cannot, purely on the basis of their Terms of Service and their “COVID-19 medical misinformation policy” remove videos users of the service posted online without first having established and specifically identified content that is manifestly illegal;

To order the defendants to put the following three Kairos videos which were removed from the “YouTube channel” back online:

- The video containing the interview with Dr Yves Gaillez, family doctor, removed on 23 March 2021,
- The video containing the interview with Dr Christophe De Brouwer, entitled: “Les morts du Covid : un mensonge d’État ?”, removed on 17 April 2021,
- The video containing “Le grand débat: la gestion du Covid”, removed on 18 June 2021,

within 48 hours of the judgment to be delivered having been served on pain of a penalty payment of € 1,000 per video and per day of delay, as of the date the judgment to be delivered has been served;

45 ECHR judgment, *RTBF v. Belgium*, 29 March 2011, §. 105. In that same sense, *Hashman and Harrup v. The United Kingdom*, [GC], 25 November 1999, § 32.

46 Trib. comm. fr. Bruxelles [French-speaking Division Commercial Court Brussels], Injunction, 21 June 2018, unpubl. (Cause List no. A/18/02752).

To order the defendants to indemnify Kairos for the non-pecuniary loss and the loss of visibility sustained, *ex aequo et bono* assessed at € 5,000, increased by the judicial interest as of 23 March 2021 (date at which the first video was removed);

**As to the application for interim measures (art. 19, paragraph 3, Jud. C.)**

To retain the case at the introductory hearing in virtue of article 735, §2, of the Judicial Code;

By way of interim measure, to order the defendants to put the last video removed (“Grand débat: la gestion du Covid”) back online within 48 hours of the judgment to be delivered having been served on pain of a penalty payment of € 1,000 per day of delay, as of the date the judgment to be delivered has been served;

In any event, to award the costs (to be settled in the course of the proceedings) against the defendants.

And to inform the addressee sub1/ of the present procedural document, given that it would appear to have its registered office in IRELAND, Member State of the European Union, and as, to my knowledge, it does not have any registered office or address for service in Belgium, I have, in application of Regulation (EC) No 1393/2007 of the European Parliament and of the Council of 13 November 2007 on the service in the Member States of judicial and extrajudicial documents in civil or commercial matter, sent, by recorded delivery AND by email, to:

**Combined Court Office, Castlebar, County Mayo.  
Service of EU documents,  
Courts Service Centralised Office,  
Combined Court Office,  
The Courthouse,  
Castlebar,  
Co. Mayo  
serviceofeudocuments@courts.ie**

- a) One service request duly completed in the language of the State addressed;
- b) Two copies of the present writ, its annexes and a translation as applicable;

With the request:

1. To return the acknowledgement of receipt in the manner and within the time limit provided by the Regulation to me;
2. To serve the present procedural document by the deadline specified in the service request;
3. To inform the addressee that it is free not to accept the present procedural document if it has not been drawn up in an official language of the State addressed, and this, by means of the form referred to in article 10, which must be appended to the document served;
4. To return one copy to me, together with the certificate provided for in said Regulation, confirming that the service was performed;
5. If it does not have territorial jurisdiction, to forward my request and its annexes to the territorially competent agency and to notify me thereof in accordance with the procedures and within the time limits provided for in the Regulation.

And given that IRELAND does not object to judicial documents being served via the postal services, I have, in accordance with the provisions of article 14 of said Regulation, sent the addressee sub 1/ one copy of my present document and of its annexes, including the form referred to in article 10 and its translation, by recorded delivery.

And I have appended the receipts for these registered letters to the original of my present document.

FF\* 23.09  
FF/5\* 13.86  
PORT\* 11.36  
DINF\* 8.16

And so that the aforementioned parties served should not plead ignorance thereof, I have, being at and speaking to as aforesaid, left them a copy of the present writ, under sealed envelope if necessary, in accordance with the Law.

CFR/EVAT 56.47  
\*21%VAT 11.86  
CFR/IVAT 68.33

Without prejudice.

FF\* 69.29  
FF/5\* 41.58  
FEEN\* 12.50  
TRIP\* 9.77  
DCOP\* 87.36  
POST\* 30.00  
REG 50.00  
PLS 3.70  
BFLA 20.00

WHEREOF RECORD.

Cost: four hundred and forty-five euro and fourteen cent,

- potentially to be increased by the standard postage, i.e. by EUR 1.94
- to be increased by the cost of the translation into English, i.e. by EUR 2.075,39 VAT included
- potentially to be increased by the cost of service in Ireland.

ETU/EVAT 324.20  
\*21%VAT 52.61  
ETU/IVAT 376.81

original: 53 pages  
copy/copies: 53 pages sub 1/  
copy/copies: 27 pages sub 2/

TOT/EVAT 380.67  
\*21%VAT 64.47  
TOT/IVAT 445.14

The Judicial Officer.

(x.) *Rodriguez*  
*Rubbers*

ART38\* 1.60

TOT/EVAT 382.27  
\*21%VAT 64.81  
TOT/IVAT 447.08

TRANS/EVAT  
1.715,20  
\*21%VAT 360,19  
TRANS/IVAT  
2.075.39

**IMPORTANT**

When you visit the Justice of the Peace Courts/Law Courts and their outbuildings you must comply with the applicable health and social-distancing rules, with the arrangements put in place in the corridors and hearing rooms and with the instructions issued by the staff and security. The wearing of a face mask in the corridors and public areas of the court buildings is mandatory.

Registration duties – Application of article 8bis of the Reg. C. -  
Registration duties: EUR 50.00

*In accordance with the applicable regulation (GDPR), our firm is mindful of the integrity and confidentiality of any personal data it processes in the context of its mandate. For further information, please refer to our privacy policy which has been published on the website [www.huissier-more.be](http://www.huissier-more.be). If you have any specific questions you can always email us at [etude@huissiermore.be](mailto:etude@huissiermore.be) or contact our data protection officer (DPO) directly, whose details have been published on our website. Solving problems through dialogue!*

*Reynaert*

1<sup>st</sup> PAGE

In the case of:

**A.S.B.L. KAIROS**

**We, PHILIPPE, King of the Belgians,**

**Make it known to all those present and to come:**

**Authenticated copy**

Register number <b>2021/5647</b>
Pronounced on <b>12 July 2021</b>
Cause List number <b>2021/QR/34</b>

Issued to	Issued to	Issued to
On € CIV	On € CIV	On € CIV

Not to be presented to  
the collector

**Court of Appeal  
Brussels****RULING**

civil matters

Presented on
Not subject to registration

**In the case of :**

**The A.S.B.L. KAIROS,**

with registered office in 1170 Watermael-Boitsfort, rue Théophile Vander Elst, 89, registered with the CBE under no. 0537.473.436,

Appellant,

With counsel Me Jacques ENGLEBERT, lawyer in 5000 NAMUR, Rempart de la Vierge, 2/7,

---

Having regard to:

- the ruling the president of the French-speaking Division of the Business Court of Brussels delivered on 9 July 2021;
  - the appeal application the A.S.B.L. KAIROS filed with the Registry on 12 July 2021;
- 

The application of the asbl Kairos is intended, in pursuance of article 708 of the Judicial Code, to obtain authorisation to summons at short notice to ensure that a video featuring a debate on the management of Covid-19, organised by the asbl Kairos on 10 June 2021, which was put online on You Tube [sic] on 18 June 2021 and which Google removed on that same day, is forthwith put back online on the You Tube [sic] platform, operated by Google.

Having regard to the highly perishable nature of a debate that relates to a topical matter, it is urgent that the interim measure sought by the asbl Kairos is dealt with quickly.

This finding is not helped by the fact that it did not react as soon as these first two videos were removed.

Given the summons term that would normally apply to Google Ireland Limited - 38 days - and the undertaking on the part of the asbl Kairos to email a copy of its summons and of the present ruling on receipt thereof to Google Belgium and Google Ireland Limited, it is appropriate to accede to the application of the asbl Kairos.

---

**FOR THESE REASONS,  
THE COURT,**

Ruling on the basis of an ex parte application pursuant to article 708 of the Judicial Code.

Having regard to article 24 of the Act of 15 June 1935 on the use of languages in judicial matters,

Admits the appeal and declares it founded;

Reforms the contested ruling.

Authorises the asbl Kairos to summon Google Ireland Limited before the French-speaking Division of the Business Court of Brussels for the reasons outlined in the draft summons appended to its application subject to 8 days' notice being given.

Stays the costs.

---

Thus ruled and delivered in chambers of the Court of Appeal of Brussels, by M. Fiasse, president, with the assistance of L. Willem, court clerk, on **12 July 2021**.

[Signed]  
L. Willem

[Signed]  
M. Fiasse

**SIXTH AND FINAL PAGE**

Instruct and order all so requested judicial officers to enforce the present judgment;

That Our attorney generals and public prosecutors with the Courts of First Instance shall uphold this and that all commanders and officers of the police shall lend their strong hand thereto if compelled to do so by law;

In witness whereof the present judgment has been signed and sealed with the seal of the Court.

Certified true authenticated copy, issued to the A.S.B.L. KAIROS

(Approved the deletion of      lines and      words)

Brussels, 13-07-2021

[Stamp: COURT OF APPEAL - BRUSSELS]

The court clerk  
[Signed]

VANDERGUCHT B.

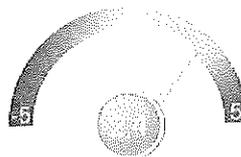
# Rapport "standard" Google Belgium

## Informations sur l'entreprise

Nom	<b>Google Belgium</b>
Forme juridique	Société anonyme (SA)
Numéro d'entreprise	0878.065.378 Assujetti à la TVA depuis: 01-03-2006
Compte bancaire	BE05 5701 2856 5575
Date de début	19-12-2005
Capital	€ 770.000
Siège (Belgique)	Chaussée D'etterbeek 180 1040 Bruxelles
Téléphone	028948430
Adresse(s) précédente(s)	• Koloniënstraat 11, 1000 Brussel Jusqu'à: 11-11-2009

## Barometre de santé

- Très positif
- Positif
- Moyen
- Négatif
- Très négatif



Ce baromètre ne remplace aucunement une analyse proprement dite fondée sur les chiffres déposés auprès de la BNB.

## Limites de crédit

Limites de crédit € 1.550.000  
Cette information ne constitue aucune garantie absolue que l'entreprise concernée respectera effectivement ses obligations.

## Obligation de retenue, art 30 bis et 30ter

Obligation de retenue ONSS

no-ONSS  
Obligation de retenue

1313336-34  
Pas de données concernant l'obligation de retenue

Obligation de retenue SPF Finances

La vérification du respect ou non de l'obligation de retenue auprès du SPF Finances peut se faire via ce lien.  
<https://www.checkobligationderetenue.be>

Une impression de cette page ne peut servir de preuve de la consultation de la banque de données ONSS.  
Companyweb ne peut être tenue responsable de l'information affichée ici.

## Unités d'établissement

2.151.627.472 ° 10-02-2006 Google Belgium (dénomination commerciale)  
Chaussée D'etterbeek 180 - 1040 Etterbeek

## Données relatives à l'Activité (NACE)

TVA - enregistrement	62090	Autres activités informatiques
Banque Carrefour des Entreprises (bce)	62090	Autres activités informatiques
	68100	Activités des marchands de biens immobiliers
	7311006	Conception de techniques de publicité visant à toucher le consommateur (marketing direct) au moyen de publicité personnalisée (publipostage), propositions téléphoniques d'achat, etc.
	7312001	Régies publicitaires de médias pour la vente de temps d'antenne et d'espaces publicitaires
	82990	Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.
ONSS	73110	Activités des agences de publicité

## ► Cette société est gérée par

Gestion actuelle de l'entreprise

Administrateur

Repr. par McNiff Susanne  
Mandat: 03-02-2021 jusqu'au 31-12-2027

Administrateur

Repr. par Paul Joshua  
Mandat: 27-01-2020 jusqu'au 31-12-2026

### Autres mandats

 Administrateur crystal  
computing SRL  
[0883.073.944](tel:0883.073.944)

Administrateur

Repr. par Karaivanov Svilen  
Mandat: 05-07-2018 jusqu'au 31-12-2024

Administrateur

Repr. par Sneddon David  
Mandat: 07-12-2015 jusqu'au 31-12-2021

Gestion précédente de l'entreprise

Administrateur

Repr. par Leeder Nicholas  
Mandat: 31-03-2020 jusqu'au 18-11-2020

### Autres mandats

 Gérant crystal computing <sup>(2020)</sup>  
SRL  
[0883.073.944](tel:0883.073.944) (\*)

Administrateur

Walker Nancy  
Washington Street 1702  
US US-94109 San Francisco CA



Bruxelles, le 21/07/2021

REYNAERT · VERSCHUERE · TANGHE

GERECHTSDEURWAARDERS · HUISSIERS DE JUSTICE  
LINDA REYNAERT · ORTWIN VERSCHUERE\* · STEVEN TANGHE

SA  
GOOGLE BELGIUM

Chaussée d'Etterbeek, 180

1040 BRUXELLES

**AVIS Art.38 CODE JUDICIAIRE**

**Affaire : KAIROS ASBL**  
**M/Réf : A67083 / RR**  
**Nature de l'acte : dagv - 3600**

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que je me suis présenté à votre adresse ci-dessus renseignée, le 20/07/2021 à 09 heures 35 minutes et que j'y ai déposé une copie d'un exploit de signification sous enveloppe fermée. Une copie conforme de cet exploit peut être retirée par vous en personne ou par un porteur d'une procuration écrite, en mon Etude, pendant les heures d'ouverture des bureaux (lundi-vendredi : 09.00-12.00 h) et pendant un délai maximum de trois mois à partir de la signification.

Recevez, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées,

L' Huissier de Justice

**REMARQUE IMPORTANTE : LE RETRAIT N'EST PAS OBLIGATOIRE**

Si le destinataire désire retirer cette copie conforme, il est indispensable qu'il soit porteur de la présente lettre et de sa carte d'identité, ou s'il s'agit d'une personne morale, de la justification de sa qualité. Si le destinataire demande à une autre personne, âgée d'au moins seize ans, de faire ce retrait, cette personne devra être porteur de la présente lettre et de sa carte d'identité, de la procuration écrite figurant ci-dessous qu'il remplira préalablement avec précision.

**PROCURATION**

La personne dont l'identité est renseignée ci-dessus donne PROCURATION à

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

CP/Loc : \_\_\_\_\_

pour retirer la copie de l'exploit prérappelé, lui destinée, et de signer pour réception.

Date : \_\_\_\_\_ et signature :

Pour réception,  
Datum

RESERVE A L'ETUDE DE L'HUISSIER DE JUSTICE:

contrôle de l'identité du destinataire ou du porteur de la procuration.

C.I. n° : ..... délivrée à : .....

validité du ..... au .....

RUE VICTOR ALLARDSTRAAT 143  
B-1180 UKKEL-UCCLE

\*Centrum 12, 1540 HERNE

T 02/344.66.30 - F 02/343.54.86  
info@lindareynaert.be

BE04-6451-6201-8731 JVBABE22

BE92-7340-0736-3723 KREDBEBB

BANCONTACT

VRL CV/SC

KBO/BCE BE0475.640.983

KANTOORUREN – HEURES DE BUREAU  
MA/LU – VR/VE 9-12 / 14-17 U/H

**Linda Reynaert**

**Van:** Jacques Englebert <je@englebert.legal>  
**Verzonden:** dinsdag 20 juli 2021 16:23  
**Aan:** Etude Huissier More; Linda Reynaert  
**Onderwerp:** Re: V/Réf : KAIROS / YOUTUBE - M/Réf : M2320-21 / AL - KAIROS <-> GOOGLE IRELAND LIMITED

Mes Chers Huissiers,

Merci à tous les deux pour votre excellente diligence.

Ayant pris l'engagement de transmettre **par e-mail** à Google Ireland Ltd la copie de l'exploit de citation dès sa signification (engagement repris dans l'ordonnance de la cour d'appel de Bruxelles accordant l'abréviation du délai de citer), **pouvez-vous, soit me transmettre sans délai la copie de l'exploit, soit l'envoyer directement par e-mail aux parties citées, aux adresses mails suivantes :**

- legal-notices@google.com
- legal-benelux@google.com

En me mettant en copie.

En vous remerciant encore pour vos bons services.

Bien à vous,

**Jacques Englebert**  
Avocat spécialisé en droit des médias  
Professeur à l'Université Libre de  
Bruxelles (ULB)



**ENGLEBERT**  
Avocats | www.englebert.info

Rempart de la Vierge 2 bte 7 – 5000 Namur – M. 0476 972 864

**De :** Etude Huissier More <etude@huissiermore.be>

**Date :** mardi, 20 juillet 2021 à 15:58

**À :** Jacques Englebert <je@englebert.legal>

**Objet :** V/Réf : KAIROS / YOUTUBE - M/Réf : M2320-21 / AL - KAIROS <-> GOOGLE IRELAND LIMITED